



PRÉFET DE LA SEINE- MARITIME

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Revue de presse du 13 mars 2026

Accédez directement à l'article souhaité depuis cette page sommaire en cliquant

l'icône  **située en haut à gauche de cette page Résana.**

Polices administratives

- Rixe et fermeture tardive : deux établissements de nuit touchés par une fermeture administrative à Rouen (76actu)

Économie et vie des entreprises

- La Métropole Rouen Normandie dessine le futur d'une tech décarbonée (Gazette de Normandie)
- Avec une masse salariale réduite, le Conservatoire des arts et métiers de Normandie veut sortir la tête de l'eau (Ouest France)
- Des dizaines de postes d'alternants proposés à la centrale nucléaire de Paluel (Paris Normandie)

Sécurité

- Immersion lors d'une opération de contrôle : voici comment la gendarmerie veille sur les 60 enseignes du centre commercial (Courrier Cauchois)
- Port-Jérôme-sur-Seine. Comment une tentative d'escroquerie bien ficelée a été stoppée par la police ? (Courrier Cauchois)
- Un conducteur de bus pour personnes en situation de handicap contrôlé positif aux stupéfiants près du Havre (France 3)
- « Tu pues la mort » : il se rend au commissariat de Rouen mais sa « prose » ne plaît pas à la policière (76actu)

Traffic d'animaux

- Rouen. Il s'affiche avec un singe sur TikTok : la police saisit chez lui des animaux protégés (Tendance Ouest)
- Trafic d'espèces protégées : en Normandie, un homme interpellé pour détention illégale d'un singe et d'oiseaux (Ouest France)
- Filmé avec un singe sur l'épaule, un jeune homme poursuivi pour trafic d'animaux protégés (Courrier cauchois)
- "Il faisait des vidéos TikTok avec un singe sur l'épaule", un homme interpellé pour détention illégale d'espèces protégées (France 3)
- À Rouen, un homme interpellé pour détention illégale d'oiseaux protégés et d'un singe (Paris Normandie)

Grippe aviaire

- Clères. Le Parc de Clères pourra-t-il rouvrir samedi ? (Courrier Cauchois)

Social et société

- « Leur place est à l'école » : à Rouen, que deviennent les mineurs isolés qui avaient campé à Pasteur ? (76 actu)
- Prix des carburants : en Normandie, le ras-le-bol des artisans et professionnels (Paris Normandie)

- Insolite. Un Parisien du luxe embarque avec un marin-pêcheur normand pendant 72h... et le choc est brutal (Tendance Ouest)
- « Ça touche beaucoup de monde » : une campagne à Rouen pour prévenir les chutes chez les personnes âgées (76actu)
- Rouen. Pourquoi des parents d'élèves souhaitent que leur école soit classée en réseau d'éducation prioritaire (76actu)

Politique

- Municipales 2026 : au Havre, « ce sera serré » pour Édouard Philippe, bord à bord avec le candidat PCF (Paris Normandie)
- Municipales 2026. Fin de campagne à Montivilliers : l'ancien eurodéputé RN Gilles Lebreton veut créer la surprise (Courrier Cauchois)
- Municipales 2026 au Havre : combien coûte la campagne pour les candidats ? (76actu)
- Municipales 2026. Pourquoi vous ne trouverez pas cette liste candidate au Havre dans vos boîtes aux lettres (76actu)
- Municipales 2026 à Rouen : dernier meeting pour Nicolas Mayer-Rossignol, qui ne doute pas de sa réélection (Paris Normandie)
- Municipales 2026 au Grand-Quevilly. Dans ce bastion PS, un affrontement à trois inédit au 21e siècle (Paris Normandie)
- Municipales 2026. Faute de successeur, ce maire de Seine-Maritime se présente une 9e fois (Paris Normandie)
- Municipales 2026. À Dieppe, le maire sortant « toujours du côté des gens qui morflent » (Paris Normandie)
- Pierre-Nicolas Baudot, maître de conférence à l'université de Rouen, spécialiste des élections municipales (France Bleu)

Acteurs publics

- Avec la fin du réseau cuivre, les préfets sont invités à organiser la migration des services de l'État
- IA : les agents publics s'attendent au choc des compétences
- "Avec autant de dispositifs de péréquation, les collectivités ne peuvent pas s'y retrouver"
- Primo-nominations de femmes dans la haute fonction publique : de bons résultats sauf à Matignon et à Bercy
- Chez INTÉRIALE, la prévention n'est pas une option

Rixe et fermeture tardive : deux établissements de nuit touchés par une fermeture administrative à Rouen

~3 minutes

La préfecture de Seine-Maritime a prononcé des fermetures administratives pour le Comité des Fêtes et le Bella Night à Rouen, pour rixe et fermeture tardive. Précisions.



Deux établissements de nuit sont fermés administrativement à Rouen, le Comité des Fêtes et le Bella Night. (©Illustration / AdobeStock)

Par [Mathieu Charré](#) Publié le 12 mars 2026 à 18h02

La fête est finie pour quelques semaines à ces deux adresses. À [Rouen](#), la préfecture de Seine-Maritime a prononcé **des fermetures administratives pour deux établissements** : le **Comité des Fêtes**, et le **Bella Night**. Une information de [Paris-Normandie](#) confirmée par *76actu*.

Une rixe au Comité des Fêtes

Ouvert il y a un an presque jour pour jour, le [Comité des Fêtes](#) annonçait dans une story Instagram être fermé depuis le 10 mars, jusqu'au 24. Sollicitée, la préfecture confirme une fermeture « pour 15 jours du 9 mars au 24 mars 2026, à la suite d'**une rixe au sein**

de l'établissement le 30 janvier 2026. Après audition de la personne ayant provoqué la rixe, il s'est avéré qu'elle était alcoolisée après avoir consommé plusieurs verres au bar. »

Déjà averti en décembre 2025 pour nuisances sonores, le Comité des Fêtes, situé rue de la Vicomté, écope d'une sanction plus lourde cette fois-ci. Mais moins que celle du Bella Night, la discothèque de la route de Bonsecours.

Récidive de fermeture tardive

Celle-ci est **fermée pour 21 jours**, depuis le 10 mars et jusqu'au 30, pour « réitération de fermeture tardive », nous informe la préfecture. Averti le 24 septembre 2025, le Bella Night est sanctionné car « les mêmes faits (fermeture tardive) ont été constatés le 13 janvier 2026 ».

Contacté, l'établissement de nuit dit « respecter la décision des autorités et préparer la réouverture de l'établissement afin de retrouver notre clientèle dans les meilleures conditions ». Le Comité des Fêtes n'a pour l'heure pas répondu à nos sollicitations.

Vidéos : en ce moment sur Actu

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

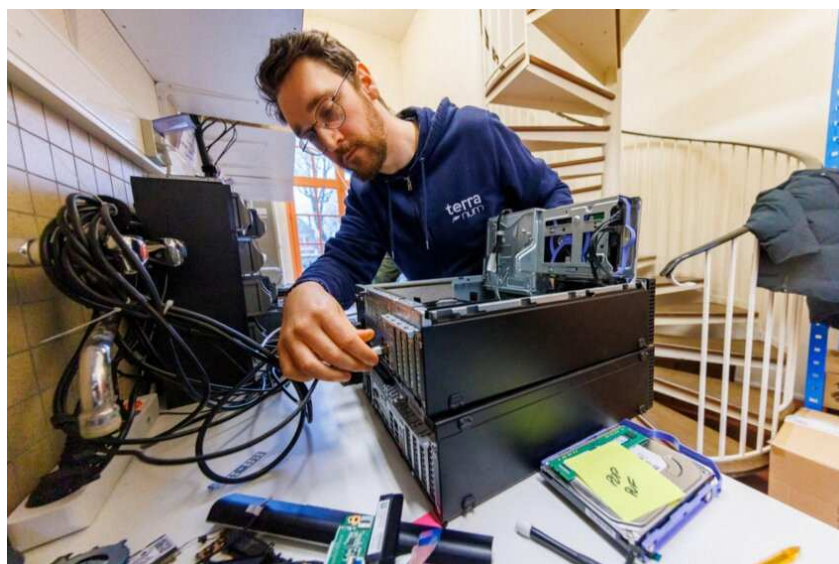
La Métropole Rouen Normandie dessine le futur d'une tech décarbonée

Par L.R

3-4 minutes

En bref

Alors que le numérique pèse désormais 4,4 % des émissions de gaz à effet de serre en France selon l'Ademe, la Métropole Rouen Normandie s'affirme comme le "laboratoire national de la tech durable".



© A Aubry Métropole Rouen Normandie

Publié le 12 mars 2026 - Mis à jour le 12 mars 2026

En structurant une feuille de route ambitieuse et une coalition d'acteurs publics-privés, le territoire normand transforme la contrainte environnementale en un levier de performance éthique et économique, préfigurant les standards de la ville intelligente de demain.

4,4 % des émissions de CO2 : voilà le poids du numérique selon l'Ademe. Un défi de taille que la Métropole Rouen Normandie a décidé de relever en devenant le pôle d'expérimentation majeur de la tech durable.

Pour répondre à ce défi qui dépasse les frontières régionales, la

collectivité et la Ville de Rouen ont déployé une feuille de route rigoureuse, véritable boussole stratégique pour les décideurs. Ce plan d'action ne se limite pas à la réduction de l'empreinte carbone des équipements ; il intègre une dimension sociale cruciale via l'inclusion numérique. Sous l'impulsion du Comité du numérique, cette démarche holistique prouve qu'une gestion responsable des infrastructures est compatible avec une modernisation efficace des services publics, un enjeu de souveraineté pour toutes les agglomérations de l'Hexagone.

La force du collectif : vers une "Silicon Valley" de la sobriété

L'originalité du modèle rouennais réside dans sa capacité à fédérer l'écosystème économique autour de la "Coalition Numérique Responsable". Lancée dès 2018 avec des partenaires de poids comme NWX, France Travail et l'ADEME, cette alliance a déjà accompagné 34 structures dans leur transition. Au-delà des principes, cette dynamique se traduit par des actions à impact immédiat, à l'image du Digital Clean Up Day (du 16 au 21 mars). Ce grand "nettoyage de printemps" des données, qui mobilise entreprises et citoyens autour du réemploi et du recyclage, illustre la capacité du territoire à transformer la sensibilisation en actes concrets. En industrialisant le partage de bonnes pratiques et d'outils collaboratifs, Rouen dessine une voie où la tech n'est plus une source de pollution, mais un moteur de résilience territoriale.

En faisant de la frugalité numérique un actif stratégique, Rouen ne se contente pas de suivre la transition mais elle prend une longueur d'avance sur le marché de la tech éthique.

Avec une masse salariale réduite, le Conservatoire des arts et métiers de Normandie veut sortir la tête de l'eau

Nathalie Travadon

7-9 minutes

Article premium, Réservé aux abonnés (contenu complet accessible)

Face à des difficultés financières et en redressement judiciaire prolongé jusqu'à juillet 2026, le Conservatoire national des arts et métiers de Normandie a dû licencier. Mais le Cnam fait tout pour redresser la barre et propose de nouvelles formations.



Le Cnam, esplanade Rabelais, à Hérrouville-Saint-Clair, près de Caen (Calvados). | ARCHIVES OUEST-FRANCE

Publié le 12/03/2026 à 15h19

Le Conservatoire national des arts et métiers de Normandie (Cnam), implanté à Hérrouville-Saint-Clair près de Caen (Calvados), Rouen, Elbeuf et Dieppe (Seine-Maritime), au Havre (Seine-Maritime), Cherbourg (Manche), Vernon et Évreux (Eure) a été placé [en redressement judiciaire en août 2025 et pour six mois](#). Un redressement prolongé jusqu'à début juillet 2026. De quoi permettre à l'organisme formant chaque année du bac + 1 au bac + 5, de relever la tête.

«Ce redressement judiciaire a été motivé par un résultat financier négatif de 950 000 € en 2024,» livre un ex-salarié souhaitant

garder l'anonymat. «Les comptes sont dans le rouge depuis quelques années. En 2023, c'était 500 000 € de pertes.»

Des emplois supprimés

«Juste avant Noël 2025, on nous a annoncé que 15 des 30 postes allaient être supprimés», ajoute une ex-salariée licenciée début 2026. Selon elle, quinze salariés pouvaient rester s'ils le voulaient. «**« Mais avec de nouveaux contrats passant de 39,20 heures à 35 heures et de neuf semaines de vacances à cinq. «Seules cinq personnes ont accepté. Les 25 autres ont été licenciées ».»»**

Lire aussi : [Les Cnam en difficulté dans l'Ouest](#)

« **« Pour améliorer les finances, il aurait fallu embaucher moins de personnes à des postes ne permettant pas de développer la structure» »** , regrette l'ex-salarié. **«C'est un vrai gâchis. Plus de 1 000 étudiants arrivent en fin de parcours de formation et ils ont besoin d'être accompagnés avant la fin de l'année scolaire.»**

Contacté, Philippe Eudeline, président du Cnam Normandie depuis 2021, confirme le redressement judiciaire, le changement de contrat et le départ de 25 des 30 salariés. «Nous sommes en train d'en recruter dix nouveaux pour être à 15 salariés. Le Cnam de Paris quant à lui, recrute un nouveau directeur.».

Optimiste pour la suite

Selon Philippe Eudeline, la situation est liée à «un manque de contrôle financier que nous avons découvert tardivement à notre arrivée en 2021. C'est aussi le résultat d'une concurrence très exacerbée».

Mais le président reste optimiste pour la suite. En plus de réduire la masse salariale, «nous avons fermé quelques formations moins rentables ainsi que les sites d'Elbeuf, Dieppe» «et Vernon. Mais les formations se poursuivent dans ces villes sauf à Vernon».

Pour 2026-2027, «on aura 1 000 à 1 050 auditeurs inscrits à nos formations. Et nous en proposons de nouvelles».

Des dizaines de postes d'alternants proposés à la centrale nucléaire de Paluel

Paris Normandie

~4 minutes

Au cours de l'année, la centrale EDF va embaucher encore plus d'une centaine de jeunes en alternance. Une cinquantaine d'offres sont encore à pourvoir en mars 2026.



Publié: 13 Mars 2026 à 08h41 Temps de lecture: 1 min

La centrale nucléaire de Paluel et ses quatre réacteurs emploie 1550 salariés mais fait intervenir également sur ses unités environ 700 entreprises extérieures : il s'agit donc dans le pays de Caux d'un employeur de premier plan.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Parmi eux, le contingent des alternants est impressionnant ils sont entre 120 à 150 par an, à être recrutés au sein de la centrale, et à divers niveaux, qui vont du CAP au bac + 5.

Un parcours accompagné

Et pour chacune de ces nouvelles recrues, la centrale EDF ouvre un parcours adapté. Au fil de leur carrière, les employés peuvent monter en compétence et en habilitations, avec des évolutions en interne ou de la mobilité vers d'autres centrales. « *Moi-même j'ai débuté ingénieur informatique à la centrale et j'occupe aujourd'hui la place de directeur délégué, je suis l'exemple même d'une évolution en interne des plus complètes* » détaille Emmanuel Mabile, directeur délégué de la centrale.

Comment postuler au sein du groupe EDF ? Une adresse interne : www.edf.fr/edf-recrute, pour consulter les offres d'emploi ou d'alternance disponibles dans toute la France. Actuellement sur la centrale de Paluel, [53 offres d'emploi sont ouvertes](#) dont 47 sont des contrats en alternance

Lire aussi



[Terres-de-Caux : il se lance dans l'entrepreneuriat avec la reprise de Technique Peinture Normandie](#)



[Municipales 2026. Quatre priorités et trois défis pour la liste « Utile pour Cany-Barville »](#)



Immersion lors d'une opération de contrôle : voici comment la gendarmerie veille sur les 60 enseignes du centre commercial

Le Courrier Cauchois

3-4 minutes

Il est environ 13h30, mercredi 11 mars, lorsque la vingtaine de gendarmes issus de la brigade de Pavilly et du Peloton de surveillance et d'intervention de la gendarmerie (PSIG) s'installent aux sept entrées du centre commercial de Barentin, qui abrite plus de soixante enseignes. A leurs côtés patrouillent un maître-chien de l'équipe cynophile rattachée au Havre et la police municipale.



Ghost est un chien renifleur. Il est capable de détecter les stupéfiants, les armes, les munitions et les billets.

Une journée sous haute surveillance : passage régulier de la brigade et de la police municipale

Une opération de contrôle est organisée sur réquisition du procureur de la République. *"J'ai 22 communes à gérer, le centre commercial, c'est ma 23^e. Cinq millions de personnes fréquentent le site à l'année, c'est l'équivalent d'une station balnéaire"*, indique la capitaine Catherine Manière qui commande la brigade de gendarmerie de Pavilly. Au quotidien, les militaires et la police

municipale effectuent des passages réguliers sur place.

- **A lire aussi.** [Saint-Romain-de-Colbosc. Pourquoi les pompiers ont déployé la grande échelle en plein centre-ville ?](#)

"Pas de phénomène inquiétant"

"Le centre commercial ne pose pas de problème, il n'y a pas de phénomène grandissant. On montre que la gendarmerie assure la sécurité", poursuit l'officier. Peu de temps avant notre arrivée, plus de 100 grammes de stupéfiants ont été découverts sur un individu qui a tenté de prendre la fuite lors d'un contrôle. La présence des forces de l'ordre permet également de dissuader le vol à l'étalage.

"La beauté et la santé sont les commerces les plus touchés", souligne Manon Thomas, directrice du centre commercial. *"Nous travaillons tous ensemble : cela rassure nos clients, nos commerçants et montre que nous sommes sur le terrain."*

- **A lire aussi.** [Lillebonne. Le conducteur d'un mini-bus positif au cannabis arrêté près d'un collège](#)

Au cours de l'après-midi, les contrôles, plutôt bien accueillis, s'enchaînent aux entrées, jusqu'à ce que le sac d'une jeune femme soit examiné. Il s'agit d'une contrefaçon. La situation dégénère rapidement : les cris se transforment en outrage et rébellion envers un militaire. La jeune femme est transportée à la brigade.

"L'outrage est relevé systématiquement", insiste la capitaine. *"Mes gendarmes font leur travail, ils ne sont pas là pour se faire insulter."*

A l'issue de l'après-midi, en plus de la grande quantité de résine de cannabis découverte et du sac contrefait, un vol à l'étalage a été constaté, quatre couteaux ont été retrouvés lors des fouilles, ainsi que des paquets de cigarettes contrefaites.

Port-Jérôme-sur-Seine. Comment une tentative d'escroquerie bien ficelée a été stoppée par la police ?

Luc Gallais

~2 minutes

Des policiers du commissariat de Bolbec ont placé en garde à vue, mardi 10 mars, un chauffeur routier roumain de 43 ans, impliqué dans une tentative d'[escroquerie](#). Il a été interpellé sur le [site industriel North Atlantic à Port-Jérôme](#), alors qu'il comptait récupérer pour près de 150 000€ d'huiles et d'additifs. C'est une société de transports qui a alerté la police.

"Il y avait un souci dans le bon de commande"

"Cette société a été vigilante, elle s'est rendue compte qu'il y avait un souci dans le bon de commande, à partir d'une boîte mail utilisée via une autre société roumaine", explique une source policière. Un dispositif de surveillance a été mis en place, en attendant la venue du chauffeur. Ce dernier est arrivé peu après 13 heures, au volant d'un [poids lourd](#) avec une fausse plaque d'immatriculation.

"Il a été abordé par des individus sur un parking"

Placé en garde à vue, il a reconnu avoir été abordé par des individus sur un parking, qui l'ont convaincu de récupérer la marchandise en contrepartie de 500€. Il a présenté une [fausse pièce d'identité](#), les policiers ont saisi plusieurs jeux de fausses plaques qui ont été détruites. Il fait l'objet d'une ordonnance pénale, avec une amende requise de 1 000€. Le poids lourd a été saisi.

Un conducteur de bus pour personnes en situation de handicap contrôlé positif aux stupéfiants près du Havre

Écrit par Maeva Dumas

~2 minutes

Un conducteur de bus a été interpellé mardi 10 mars 2026, près du Havre, après avoir été contrôlé positif aux stupéfiants par les forces de police. Il fait actuellement l'objet d'une procédure judiciaire.

La Quotidienne Société

De la vie quotidienne aux grands enjeux, recevez tous les jours les sujets qui font la société locale, comme la justice, l'éducation, la santé et la famille.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "La Quotidienne Société". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter.

[Notre politique de confidentialité](#)

C'est aux abords du collège Côte Blanche à Lillebonne (Seine-Maritime) que des policiers ont dû faire face à une scène pour le moins inhabituelle, mardi 10 mars 2026.

Lors d'un contrôle à proximité de l'établissement durant la matinée, les forces de l'ordre ont interpellé un conducteur de bus après que celui-ci s'est révélé positif aux stupéfiants.

Âgé de 31 ans, il s'apprêtait "*à transporter des personnes en situation de handicap*", souligne la police nationale de Seine-Maritime.

Le véhicule a été immobilisé à la suite de ce contrôle et son conducteur interpellé, il fait actuellement l'objet d'une procédure judiciaire immédiate.

« Tu pues la mort » : il se rend au commissariat de Rouen mais sa « prose » ne plaît pas à la policière

5-6 minutes

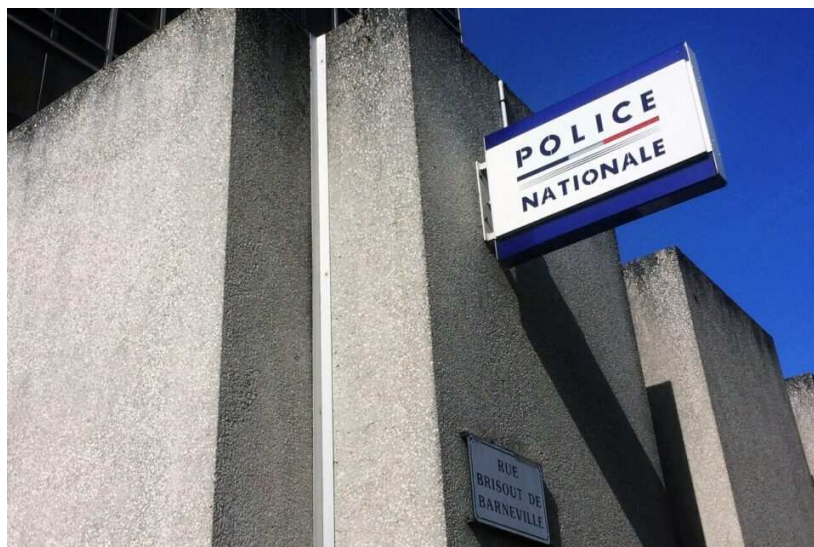
Un homme de 45 ans a été condamné le 12 mars 2026 par le tribunal de Rouen après avoir insulté et craché sur une policière à l'hôtel de police. Récit d'audience.

Sur le même thème

[Justice](#)

[Police](#)

Article réservé aux abonnés [S'abonner](#)



Un homme de 45 ans a été condamné le 12 mars 2026 par le tribunal de Rouen après avoir insulté et craché sur une policière à l'hôtel de police. Précisions. (©Archives/76actu)

Par [Adrien Filoche](#) Publié le 12 mars 2026 à 20h08

Un homme de 45 ans a été jugé le 12 mars 2026 en comparution immédiate par le [tribunal](#) de [Rouen \(Seine-Maritime\)](#). Il lui est reproché d'avoir **insulté une fonctionnaire de police** et de lui avoir **craché dessus**. L'agente, qui s'est constituée partie civile, réclame 500 euros d'indemnisation au titre du préjudice moral.

Un échange tendu avec les policiers et un crachat

Les faits se sont déroulés dans la matinée du 11 mars. Rémy* se

présente à l'hôtel de police de Rouen à 7 heures du matin à la suite d'une **convocation** en vue d'une inscription au fichier des auteurs d'infractions sexuelles ou violentes (Fijaisv). Son rendez-vous étant programmé plus tard, les fonctionnaires de police de Brisout-de-Barneville lui demandent de patienter.

« Quand je suis arrivé à l'accueil, l'officier m'a dit que mon rendez-vous était à 9 heures. J'ai demandé si je pouvais attendre. On m'a dit que oui », explique-t-il.

Le ton monte après 8 heures. Alors qu'il se trouve allongé à l'accueil « en position de dormir », des policiers, dont la major en charge de l'accueil des personnes, lui expliquent qu'il ne peut pas rester ici et **l'invitent à sortir** en attendant son rendez-vous.

Une première série d'outrages est lancée, selon le témoignage de deux policiers. Le mis en cause sort puis rentre à nouveau dans le commissariat. S'ensuit une deuxième série d'insultes, ponctuée par **un crachat** qui termine sur la jambe de la major.

« T'es dégueulasse, tu pues la mort »

Au cours de l'audience, la présidente du tribunal cite les mots prononcés par le prévenu à l'encontre de la fonctionnaire : « T'es dégueulasse, tu pues la mort ». Rémy est donc interpellé et placé en garde à vue. Il sera ensuite déféré par le procureur de la République.

Le mis en cause **reconnaît les insultes**, mais **réfute avoir craché** sur l'agente et assure avoir lui aussi été victime de propos désobligeants. « Elle a mal parlé de moi, elle m'a dit à plusieurs reprises : 'tu dégages' ».

Les élections municipales 2026

Suivez toutes les actualités des municipales 2026 dans une seule newsletter.

[S'inscrire](#)

Il reconnaît alors s'être « laissé emporter par [sa] nervosité » et **demande pardon à plusieurs reprises**. Sur le crachat, il explique : « À aucun moment je n'ai craché. J'ai peut-être postillonné car j'étais énervé, mais je n'ai jamais craché ».

Sur sa situation personnelle, Rémy est pris en charge dans un foyer et est actuellement sans emploi. Il est également aidé par une association dans le cadre de la mise en place d'un dossier à la MDPH (maison départementale des personnes handicapées).

Concernant son casier judiciaire, l'homme de 45 ans a **déjà été condamné** en Guadeloupe **à douze reprises entre 2000 et 2019**, notamment pour agressions sexuelles, outrages à des

fonctionnaires ou encore atteintes à des personnes.

Condamné à trois mois avec sursis

Pour le Ministère public, « la version donnée par le prévenu pour expliquer les insultes ne coïncide pas avec ce qui a été déclaré par les fonctionnaires sur place ». Le procureur de la République demande six mois d'emprisonnement, dont trois mois ferme.

Une demande qui révolte l'avocate de la défense, plaidant plutôt pour une peine de sursis probatoire afin de favoriser la réinsertion de son client.

La pénaliste juge par ailleurs le dossier insuffisant, « il n'y a que deux témoignages de police, ce n'est pas suffisant pour le condamner ». Et d'ajouter : « On ne peut pas dire que les officiers de l'accueil du commissariat de police de Rouen font toujours preuve de bienveillance et de respect ».

Après en avoir délibéré, le tribunal de Rouen déclaré Remy **coupable de l'ensemble des faits** qui lui sont reprochés. Il est condamné à une peine de **trois mois de prison avec sursis**** et devra indemniser l'agente outragée à hauteur de 200 euros.

*prénom modifié

**Cette peine est susceptible d'appel. Tout justiciable demeure présumé innocent tant que toutes les voies de recours n'ont pas été épuisées

Suivez l'actualité de Rouen sur [notre chaîne WhatsApp](#) et sur [notre compte TikTok](#)

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Rouen. Il s'affiche avec un singe sur TikTok : la police saisit chez lui des animaux protégés

Célia Caradec

~2 minutes

Il détenait plusieurs animaux protégés sans aucune autorisation. Un jeune homme de 21 ans a récemment été arrêté par la police, après s'être affiché sur le réseau social TikTok, à Rouen, avec un singe cercopithèque mona sur l'épaule. Cette espèce est considérée comme dangereuse.

Après ce signalement sur le réseau social, *"grâce à une étroite collaboration entre les policiers enquêteurs et l'Office français de la biodiversité (OFB), l'homme a pu être formellement identifié"*, relate la police de Seine-Maritime, jeudi 12 mars.

Des oiseaux retrouvés morts

Des perquisitions ont été menées au domicile du suspect et ont permis de découvrir un perroquet gris du Gabon, *"espèce dont la détention est strictement réglementée"*, ainsi que des chardonnerets élégants, une autre espèce d'oiseaux, retrouvés morts.

La police rappelle que la détention du singe, comme du perroquet, exige un certificat de capacité et des autorisations administratives spécifiques.

Le mis en cause devra s'expliquer devant la justice jeudi 17 septembre prochain, jugé pour des faits de détention et cession non autorisées d'animaux protégés.

Trafic d'espèces protégées : en Normandie, un homme interpellé pour détention illégale d'un singe et d'oiseaux

Guillaume Sallard

6–8 minutes

Un homme de 21 ans a été interpellé à Rouen (Seine-Maritime). Il est soupçonné d'avoir détenu illégalement un singe et plusieurs oiseaux d'espèces protégés. Il sera jugé au mois de septembre 2026 par le tribunal correctionnel. Les peines encourues sont très lourdes.



Un perroquet Gris du Gabon, une espèce protégée, a été retrouvé au domicile d'un homme de 21 ans. Celui-ci sera jugé le 17 décembre 2026 devant le tribunal correctionnel de Rouen (Seine-Maritime). | POLICE NATIONALE DE LA SEINE-MARITIME

Modifié le 12/03/2026 à 15h46 Publié le 12/03/2026 à 15h31

Tout a commencé par un signalement sur le réseau social TikTok. Sur une vidéo, un homme se montre avec un singe sur l'épaule, à Rouen (Seine-Maritime). Il s'agit d'un Cercopithèque Mona, une race de singe vivant en Afrique de l'Ouest, entre le Ghana et le Cameroun. Une espèce classée comme [quasi menacée](#) par l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN).

Lire aussi : [Loup gris, ours brun, flamant rose...](#) [Comment les](#)

États protègent-ils les espèces menacées ?

A la suite d'une «étroite collaboration entre les policiers enquêteurs et l'Office français de la biodiversité (OFB)», un jeune homme de 21 ans «a pu être formellement identifié», expliquent les policiers de la Seine-Maritime sur leur compte Facebook.

Des oiseaux morts

«Les perquisitions menées à son domicile ont révélé des faits graves», poursuivent-ils. Les enquêteurs y ont retrouvé un Gris du Gabon, espèce de perroquet «dont la détention est strictement réglementée», et des Chardonnerets élégants morts.

Cette sorte de passereaux est menacée elle aussi de disparition. En France, il est interdit de les mutiler, capturer, naturaliser, ainsi que de détruire ou d'enlever les œufs et les nids, de détruire, d'altérer ou de dégrader leur milieu. Qu'ils soient vivants ou morts, il est aussi interdit de les transporter, de les utiliser, de les détenir, de les vendre ou de les acheter. Les peines encourues en justice en cas d'infractions sont très lourdes.

« Une espèce considérée comme dangereuse »

«Le Cercopithèque Mona est une espèce considérée comme dangereuse. Sa détention, comme celle du Gris du Gabon, exige un certificat de capacité et des autorisations administratives spécifiques», informe la police nationale.

Interpellé, le jeune homme comparaitra le 17 septembre 2026 devant le tribunal correctionnel de Rouen, pour détention et cession non autorisées d'animaux protégés.

Filmé avec un singe sur l'épaule, un jeune homme poursuivi pour trafic d'animaux protégés

Adrien Verger

~2 minutes

Un jeune homme est convoqué devant la justice en septembre prochain pour des faits de détention et de cession non autorisées d'animaux protégés. Une simple vidéo publiée sur les réseaux sociaux est à l'origine d'une enquête menée par les policiers à Rouen. Sur TikTok, le jeune homme de 21 ans apparaît avec un singe Cercopithèque Mona posé sur son épaule dans les rues de la ville. Le signalement attire rapidement l'attention des forces de l'ordre. Grâce à une collaboration étroite entre les enquêteurs et l'Office français de la biodiversité (OFB), l'homme est finalement identifié.

Des oiseaux retrouvés morts

Une perquisition est alors menée à son domicile. Les investigations révèlent plusieurs infractions liées à la détention d'animaux protégés. Les policiers découvrent notamment la présence d'un Gris du Gabon, une espèce dont la détention est strictement encadrée par la réglementation. Dans le logement, ils retrouvent également plusieurs Chardonnerets élégants, malheureusement morts.



Un Gris du Gabon, espèce dont la détention est strictement réglementée, a été découvert chez un homme de 21 ans - Police de Seine-Maritime

Des espèces strictement réglementées

Selon les autorités, le Cercopithèque Mona est considéré comme une espèce dangereuse. Sa détention nécessite un certificat de capacité ainsi que des autorisations administratives spécifiques. Il en va de même pour le Gris du Gabon, dont la possession est soumise à une réglementation très stricte.

"Il faisait des vidéos TikTok avec un singe sur l'épaule", un homme interpellé pour détention illégale d'espèces protégées

Écrit par Clémence Blanche

3-4 minutes

Un homme de 21 ans a été interpellé, mercredi 11 mars 2026, à Rouen (Seine-Maritime) : il est suspecté de maltraitance animale et de détention d'espèces protégées, dont un singe Mona et un perroquet Gris du Gabon. Le Rouennais sera jugé en septembre prochain.

La Quotidienne Société

De la vie quotidienne aux grands enjeux, recevez tous les jours les sujets qui font la société locale, comme la justice, l'éducation, la santé et la famille.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "La Quotidienne Société". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter.

[Notre politique de confidentialité](#)

Le jeune homme s'est fait repérer sur TikTok. Un Rouennais de 21 ans a été interpellé, mercredi 11 mars 2026, à Rouen (Seine-Maritime) pour de la maltraitance animale et de la détention d'espèces protégées.

"Il faisait des vidéos Tik-Tok avec un singe sur l'épaule", nous confient les services de la police nationale ce mercredi. L'Office français de la biodiversité (OFB) l'a rapidement repéré et a travaillé de concert avec la police pour identifier le jeune homme et saisir les animaux.

Au domicile de l'homme, les enquêteurs retrouvent un perroquet gris du Gabon en cage, aussi appelé perroquet Jaco. Originaire d'Afrique centrale, [il est classé "en danger"](#) par l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) depuis 2016, en raison de son rapide déclin.

"Le perroquet a été confié à une structure d'accueil adapté, sachant aussi qu'un vétérinaire était présent sur les lieux", détaille la police. Deux autres petits oiseaux, des chardonnerets, ont malheureusement été retrouvés morts.

[Un singe de la race Cercopithecus Mona, espèce "quasi menacée", ici au Jardin des Plantes et de la Nature de Porto. • © License Creative Commons](#)

En revanche, aucune trace du singe aperçu en vidéo. Il s'agissait d'un singe Mona, de la famille des cercopithèques.

Des singes vivant dans les forêts africaines au sud du Sahara, de couleurs vives, avec une queue fine et relativement longue... et catégorisé "*espèce dangereuse*" en France.

L'homme a été interpellé et placé en garde à vue, à la suite de laquelle il a écopé d'une convocation devant le tribunal correctionnel de Rouen pour le 17 septembre.

La détention d'espèces protégées ou menacées est punie [par la loi](#) : la sanction peut atteindre trois ans d'emprisonnement et 150 000 euros d'amende. La maltraitance animale, elle, [peut être punie](#) de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende.

[Une plateforme en ligne](#) existe par ailleurs pour signaler des faits de maltraitance animale (violence, détention indigne ou privation de soins). En cas d'urgence, privilégiez le 17.

À Rouen, un homme interpellé pour détention illégale d'oiseaux protégés et d'un singe

Paris Normandie

~4 minutes

Un homme de 21 ans a été interpellé le 11 mars 2026 à Rouen. Il est soupçonné d'avoir détenu illégalement un singe et plusieurs oiseaux d'espèces protégés.



Un perroquet Gris du Gabon a été retrouvé au domicile d'un homme de 21 ans. - Police nationale de Seine-Maritime



Publié: 12 Mars 2026 à 12h34 Temps de lecture: 1 min

Un homme de 21 ans a été interpellé et placé en garde à vue le 11 mars dans le cadre d'une enquête contre le trafic d'espèces protégées. L'individu avait été identifié à [Rouen](#) en présence d'un singe de race Mona vivant principalement en Afrique, sur une vidéo Tik Tok signalée aux forces de l'ordre.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Chardonnerets morts

Lors de la perquisition à son domicile, les enquêteurs ont retrouvé la présence d'un perroquet Gris du Gabon, qui, comme le singe Mona dont la détention exige un certificat de capacité et des autorisations administratives spécifiques. Des chardonnerets élégants morts ont également été retrouvés dans son logement. Cette espèce d'oiseau est menacée de disparition et protégée par l'article L. 411-1 du Code de l'environnement : en France, il est formellement interdit d'en détenir, d'en capturer, d'en vendre, d'en acheter, d'en détruire les nids ou les œufs.

L'individu de 21 ans comparaitra le 17 septembre 2026 devant le tribunal correctionnel de Rouen pour détention et cession non autorisées d'animaux protégés.

Lire aussi



[« Je n'ai pas craché sur elle » : condamné pour avoir agressé et insulté une policière à Rouen](#)



Clères. Le Parc de Clères pourra-t-il rouvrir samedi ?

Julie Hervieux

~2 minutes

Comme chaque année, le Parc de Clères rouvre ses portes au public au printemps. Après plusieurs mois d'hivernation, les visiteurs pourront peut-être s'y promener dès samedi 14 mars comme prévu. Une information encore à confirmer puisque l'équipe est toujours dans l'attente des résultats d'analyses à la suite du décès d'[un canard garrot en janvier dernier](#).

Le protocole sanitaire toujours en vigueur

Le parc de Clères est toujours placé sous surveillance de la Direction départementale de la protection des populations (DDPP). De nombreuses analyses ont été réalisées mais les résultats sont toujours attendus. *"Nous avons eu des résultats qui sont sortis ininterprétables et ont été confiés à un autre laboratoire pour des analyses individuelles*, explique Yannick Roman, vétérinaire du parc, ce jeudi 12 mars. *Il y a de fortes chances que cela nous revienne encore négatif. Nous espérons les résultats cet après-midi et que la DDPP accepte de lever la surveillance pour que nous puissions rouvrir."* Par mesure de sécurité, tous les oiseaux de l'exploitation sont confinés dans leurs locaux d'hébergement. Des moyens de désinfection sont mis en place aux entrées et sorties de l'exploitation.

Contacté, le Département de la Seine-Maritime (propriétaire des lieux) n'est pas encore en mesure d'annoncer une ouverture.

« Leur place est à l'école » : à Rouen, que deviennent les mineurs isolés qui avaient campé à Pasteur ?

5-7 minutes

Huit mois après l'installation d'un camp devant la préfecture à Rouen, les mineurs isolés ont manifesté mercredi 11 mars devant le rectorat pour réclamer une scolarisation.

Sur le même thème

[Education](#)

[Manifestations](#)



Installés pendant deux mois devant la préfecture à Rouen, les jeunes mineurs isolés continuent de réclamer une scolarisation. Ils se sont rassemblés devant le rectorat. (©YR/76actu)

Par [Yann Rivallan](#) Publié le 12 mars 2026 à 11h04 ; mis à jour le 12 mars 2026 à 12h31

Ils étaient restés sur place durant deux mois. À [Rouen](#), les **mineurs isolés** qui avaient installé [un camp devant la préfecture](#) de la Seine-Maritime, du côté de l'avenue Pasteur, continuent de se mobiliser. Huit mois après, le collectif a organisé un rassemblement devant **les grilles du rectorat** de Rouen, mercredi 11 mars 2026, pour réclamer **une scolarisation** et une véritable prise en charge pour la trentaine de jeunes toujours sans solutions.

« Aujourd'hui, leur place est à l'école »

Pour accueillir la centaine de personnes rassemblées, une colonne de CRS avec des boucliers antiémeutes était mobilisée. Et puis, au rythme des djembés et des slogans scandés par les militants, plusieurs personnes ont pris la parole.

Des syndicalistes venus soutenir les mineurs isolés, le candidat de La France Insoumise aux municipales [Maxime Da Silva](#), ou encore Abdoulaye, un jeune du collectif qui dit être âgé de 17 ans.

Malgré un dialogue ouvert avec les représentants de l'académie, les militants regrettent une situation toujours « incompréhensible » pour les jeunes concernés. « Aujourd'hui, leur place est à l'école », a déclaré une représentante syndicale. Mais pour l'heure, ils sont toujours sans solution et espèrent pouvoir être scolarisés et pris en charge par l'aide sociale à l'enfance.

La reconnaissance de leur minorité pose toujours problème

Le cœur du problème est toujours le même. Les membres du collectif, qui auraient tous moins de 18 ans, ne sont **pas officiellement reconnus** comme mineurs. Abdoulaye, par exemple, a en sa possession des papiers d'identité de son pays d'origine, la Guinée-Conakry. Mais ils n'ont pas été reconnus et il enchaîne depuis, comme l'ensemble des autres mineurs isolés du collectif, les appels et les démarches judiciaires pour essayer de faire reconnaître sa minorité.

Vidéos : en ce moment sur Actu

Sans ça, il ne peut pas être scolarisé. En attendant, le rectorat leur aurait proposé **un dispositif d'aide** de quelques semaines avec des cours d'apprentissage du français, un parcours d'orientation et des activités. Mais rien de concret.

Les élections municipales 2026

Suivez toutes les actualités des municipales 2026 dans une seule newsletter.

[S'inscrire](#)

(On veut juste aller à l'école.

Aujourd'hui, ces mineurs isolés sont livrés à eux-mêmes. D'après Dominique Pierre, bénévole du Réseau Éducation Sans Frontières qui accompagne les jeunes depuis plusieurs mois, des solutions d'hébergement ont été proposées durant la trêve hivernale par la Ville de Rouen. Mais dès la fin du mois de mars, « **ce sera retour à la rue** », s'inquiète-t-elle.

Des jeunes dans l'incertitude

Parmi la trentaine de jeunes encore en attente d'une reconnaissance de leur minorité — **une dizaine a pu être reconnue** depuis le début de leur mobilisation — l'attente laisse place au désespoir.

Abdoulaye, par exemple, explique être arrivé en France en fin d'année 2024. Il a 17 ans aujourd'hui et deviendra majeur à la fin du mois de novembre 2026. Avec les lenteurs administratives, il se dit qu'il sera « peut-être déjà majeur » le jour où on reconnaîtra officiellement sa minorité. Ce qui signifie qu'il ne pourra plus prétendre à aucune aide.

L'Académie de Normandie fait le point

Par mail, le service communication de l'académie de Normandie assure suivre « avec une grande attention la situation de ces jeunes et **maintient un dialogue** avec le collectif et les représentants associatifs ou syndicaux qui les soutiennent ».

Comme le rappelle l'académie, « plusieurs délégations ont été reçues par les services du rectorat au cours des derniers mois. Consciente de la nécessité de ne pas laisser ces jeunes sans perspective pendant le temps de l'instruction de leur dossier, l'académie remet en place le dispositif d'accompagnement temporaire mis en œuvre l'année dernière. Celui-ci a pour but **d'évaluer leur niveau scolaire**, notamment par le biais de nos structures spécialisées (CASNAV), et de maintenir une dynamique d'apprentissage. L'objectif de ce dispositif transitoire est de préparer et de faciliter leur intégration future dans un cursus qualifiant ou diplômant, dès lors que leur situation légale sera résolue ».

Selon les chiffres de l'académie en Seine-Maritime, **130 mineurs sont scolarisés** aujourd'hui et 2 sont en cours d'affectation.

Suivez l'actualité de Rouen sur [notre chaîne WhatsApp](#) et sur [notre compte TikTok](#)

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Prix des carburants : en Normandie, le ras-le-bol des artisans et professionnels

Philippe Dufresne

8-10 minutes

Alors que le cours du baril de Brent fait du yo-yo, les artisans, agriculteurs et pêcheurs normands oscillent entre ras-le-bol, patience et stratégie. Tous sont persuadés que les raffineries profitent de la crise.



Armateur et patron pêcheur dénoncent le prix élevé d'un carburant qui était déjà en stock avant la guerre. - Philippe Dufresne / Paris Normandie



Publié: 12 Mars 2026 à 12h23 Temps de lecture: 1 min

Résumé de l'article

Résumé par IA, vérifié par la rédaction. Cet outil est en phase de test.

1. Les artisans normands expriment leur ras-le-bol face à la hausse des prix du carburant. 2. Les pêcheurs et agriculteurs subissent des coûts de carburant doublés, impactant leurs activités. 3. Les professionnels tentent de gérer la crise en optimisant l'utilisation de

leurs véhicules. 4. Les raffineries sont accusées de profiter de la crise, augmentant les prix.

Les raffineries font payer plus cher des carburants qu'elles avaient déjà en stock avant la guerre en Iran. On se fout de nous ! » A l'image de Yannick Victor-Jean-Baptiste, patron pêcheur à Fécamp, [le ras-le-bol face à la hausse du prix du carburant](#) vire à la rage. « *Il y a en a franchement marre, on sait qu'on va se prendre une carotte à la pompe, mais on n'a pas moyen de faire autrement parce que sans fuel bleu on ne peut pas naviguer ! »*

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Le patron de *L'Anjocelis 2* vide son sac : « *Il n'y a pas que le prix du pétrole qui fait que cela ne va plus. Un jour, il n'y aura plus d'artisan. Ça fait vingt-cinq ans que je navigue, je n'ai jamais vu ça. À Fécamp il reste dix bateaux et trois à Antifer ! »*

Au Havre, la journée touche à sa fin, Jean-Christophe Garcia, armateur, et Nolan Bureaux, patron du coquillard *Le Santa Cruz*, regagnent le quai. Eux aussi en ont assez de voir le prix du gas-oil marin (le fuel bleu) s'envoler. « *D'ordinaire, il est à 40 centimes, là on est à 1, 08 euro. Le prix du carburant monte, celui des coquilles baisse. Comment voulez-vous que cela aille ? »*, lance l'armateur.

Inquiétude avant les semis



En pleine crise, c'est sur les salaires que la hausse des prix du carburant se nourrit. - Philippe Dufresne / Paris Normandie

Son collègue fait remarquer qu'un coquillard a un réservoir de 8 000 litres. La facture passe de 4 000 à 8 500 euros. Et en consommant 60 litres à l'heure, il faudra refaire le plein dans la semaine. « *Dire qu'il y a quinze ans, le bleu était à 0, 45 euro... »*, note Nolan Bureaux. Jean-Christophe Garcia fait vite le calcul :

« On remplit la cuve chaque semaine, au moins, on va être à plus de 32 000 euros au lieu de 16 000 euros. En ce moment, la hausse du prix, c'est sur les salaires qu'on la prend. »



Alors que la saison des semis s'annonce, les agriculteurs s'inquiètent de la flambée du carburant. - paris Normandie

Autre profession, [autre couleur de carburant et même inquiétude.](#) Philippe Levavasseur est éleveur laitier à Fresne-le-Plan, à la frontière de l'Eure et de la Seine-Maritime. À la ferme, comme dans toutes les autres, il y a une cuve pour alimenter les tracteurs et autres machines agricoles en GNR (Gasoil Non Routier, ce fioul agricole est aussi appelé fioul rouge). *« J'ai fait le plein juste avant la guerre, une chance »*, note l'éleveur.

Casse-tête

« Je vais attendre d'être à sec pour voir ce que cela donne mais on sent déjà qu'il y a de la tension partout. » Philippe Levavasseur distingue trois raisons de s'inquiéter : le prix bien sûr, la crainte de la pénurie et l'impact sur les engrais. *« On commence les semis de féveroles, orge de printemps et pois. Il faudra travailler dans les champs quoi qu'il en soit. »* À quel prix ? Et avec quelle possibilité de faire le plein ?

Voilà des questions qu'Eric Bellanger étudie sous bien des angles. Patron de Fouquet Maçonnerie au Havre, il doit gérer une flotte de véhicules particulièrement variée : diesel pour la voiture du commercial, gasoil pour les poids lourds, GNR pour les engins de chantier et essence pour les groupes électrogènes. *« C'est un réel casse-tête, les camions font plusieurs centaines de kilomètres par jour. Du coup, on essaye d'organiser au mieux les tournées et de mutualiser les chantiers quand c'est possible »*.

Le patron poursuit : *« Globalement, le coût du carburant a doublé. On verra bien l'impact réel dans deux mois, mais il est d'ores et déjà impensable de répercuter sur les clients. On voit bien que le*

Brent monte puis descend, mais il n'y a aucun effet à la pompe. »

On croise les doigts

À Rives-en-Seine, [Kevin Miere, de la société Aménagement Miere](#), a, lui aussi, rempli sa cuve de GNR juste avant la crise. L'entreprise de terrassement utilise au quotidien des pelleteuses et minipelles.

« C'est de la chance parce que le prix a fortement grimpé depuis. »

Là encore, le patron gère au mieux et croise les doigts pour que l'on sorte de la crise au plus vite.



Les grossistes, comme Huray Énergies, regardent de près les fluctuations du baril de Brent. - DR / Paris Normandie

Beaucoup de professionnels se fournissent chez les grossistes en carburants, comme Huray Énergies à La Frénaye. Le chef d'entreprise, David Huray, confirme la hausse : *« Là où c'était 1 euro, c'est passé à 1,60 euro en quelques jours »*. C'est à la raffinerie que la facture grimpe : *« Notre marge est infime, de l'ordre de 3 % »*.

Il précise : *« Les transporteurs routiers sont particulièrement touchés, car ils roulent beaucoup et n'ont pas le choix de faire autrement. Concernant les prix, il y a des contrôles, c'est une bonne chose. »*

Lire aussi

[La belle histoire de Jacques et John. Ils découvrent le lien qui les unit 84 ans après la guerre](#)

[Au Havre, cette banque vous invite à faire courir votre conseiller](#)

[Les 3 Brasseurs arrivent aux Docks Vauban, un feu de canapé embrase une maison... Le point actu à 20 h](#)

Insolite. Un Parisien du luxe embarque avec un marin-pêcheur normand pendant 72h... et le choc est brutal

Mathilde Rabaud

~4 minutes

Changer de vie pendant trois jours, partager le quotidien d'un inconnu et découvrir un univers totalement opposé au sien : c'est le principe de l'émission *Vis ma vie*, relancée avec un nouveau regard.

Dans ce premier numéro, direction **Dieppe**, en [Seine-Maritime](#), où Romaric, marin-pêcheur, et sa compagne Bérangère accueillent Loïc. Le jeune homme vient de Paris et travaille dans la communication de luxe. Pendant 72 heures, il va quitter son confort habituel pour découvrir la réalité du métier de pêcheur.

Au programme : **30 heures en mer**, [travail sur le bateau](#) et vente directe de la pêche sur les marchés. Une immersion complète dans un univers bien éloigné des bureaux parisiens.

Sur les réseaux sociaux, la chaîne présente l'expérience ainsi :
"A Dieppe, Romaric et sa femme, Bérangère, vivent de la pêche. Entre virées en pleine mer et vente sur les marchés, ils sont prêts à faire vivre une expérience inoubliable à Loïc."

Un mal de mer fulgurant dès les premières heures

Mais la découverte du métier de marin-pêcheur se révèle plus rude que prévu pour le jeune consultant.

Après seulement quelques heures à bord du bateau, la réalité de la mer s'impose brutalement.

La chaîne raconte la scène sur Instagram : *"Alors qu'il est sur le bateau de pêche de Romaric depuis quelques heures, Loïc, consultant en communication de luxe, est rapidement submergé par un mal de mer fulgurant..."*

Une situation qui illustre le choc entre deux univers : celui de la pêche en haute mer et celui de la communication parisienne.

Une immersion sans clash mais avec de vrais chocs culturels

Si l'expérience peut sembler brutale, l'émission ne cherche pas le conflit. L'objectif est plutôt de montrer la découverte mutuelle entre deux mondes très différents.

"Il y aura des expériences plus poussées, où le choc entre la vie de tous les jours et celle que les personnes découvrent pendant trois jours est vraiment très fort", explique l'animateur Olivier Delacroix.

Il précise néanmoins que le programme n'a pas vocation à créer des tensions : *"Il n'y aura pas de clash."* Les participants découvrent ainsi la vie de leurs hôtes *"avec une grande curiosité et un enthousiasme certain"*, même lorsque les réalités du quotidien se révèlent plus difficiles que prévu.

Olivier Delacroix, un animateur normand pour relancer le concept

Pour incarner ce retour du programme culte des années 2000, la production a choisi [Olivier Delacroix](#), journaliste et documentariste né à Evreux. Connu pour le magazine [Dans les yeux d'Olivier](#) sur France 2, il apporte au format une approche plus journalistique et plus ancrée dans la réalité sociale.

Selon ses déclarations récentes, il a accepté de participer à ce nouveau projet après avoir découvert la ligne éditoriale renouvelée, qu'il juge *"plus authentique et moins axée sur le divertissement pur"*.

- **A lire aussi.** ["Vis ma vie" : l'émission culte revient ce soir à la télé, animée par un Normand !](#)

Un autre échange de vie entre célibat assumé et quête d'amour

En parallèle de l'immersion à Dieppe, l'émission suit aussi une seconde expérience. Direction Toulouse, où Elodie, quadragénaire épanouie et coach en amour, accueille Hélène, une jeune femme réservée en quête de relation. Deux visions de la vie sentimentale qui vont se confronter le temps d'un week-end.

Comme pour l'expérience normande, l'objectif est simple : **se plonger dans la vie d'un inconnu pendant 72 heures et découvrir une réalité que l'on n'aurait jamais imaginée vivre.**

« Ça touche beaucoup de monde » : une campagne à Rouen pour prévenir les chutes chez les personnes âgées

4-5 minutes

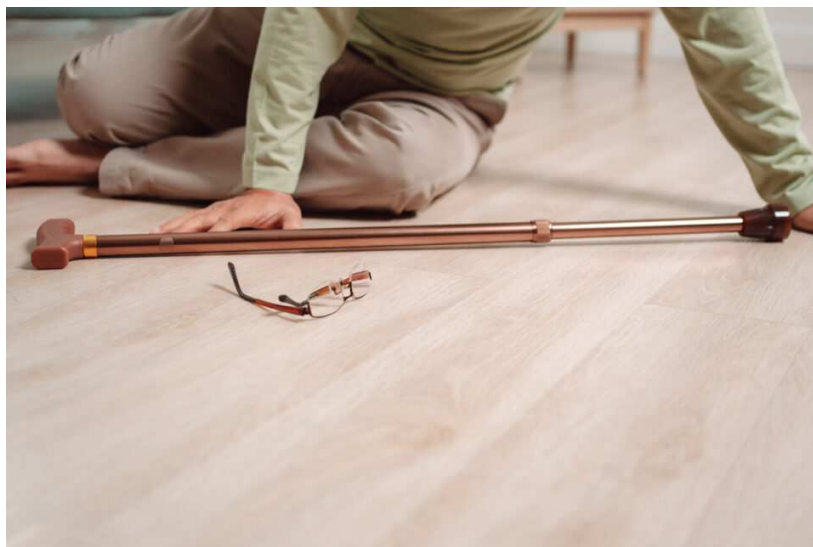
Pour prévenir les risques de chutes chez les personnes âgées, la maison médicale du sport adapté et thérapeutique de Rouen participe à une campagne de bilans physiques. Détails.

Sur le même thème

[Santé](#)

[Seniors](#)

[sport](#)



Pour prévenir les risques de chutes chez les personnes âgées, une campagne de bilans physiques gratuits est organisée à Rouen. (©Adobe Stock/Illustration)

Par [Yann Rivallan](#) Publié le 12 mars 2026 à 6h58

Difficile d'avoir des chiffres précis. Mais le phénomène « touche beaucoup de monde », remarque Alison Malou, directrice de **la maison médicale du sport adapté et thérapeutique** de [Rouen](#). Passé 60 ans, de nombreuses personnes âgées sont susceptibles d'être confrontées à **des chutes**.

Des bilans physiques pour prévenir les chutes

Par manque d'exercice ou à cause de certaines pathologies, ces

chutes peuvent avoir de **lourdes conséquences** : « Perte d'autonomie, fractures ou encore impossibilité de marcher », cite Alison Malou. Pour prévenir ce risque, la maison médicale du sport adapté, installée au 81 boulevard de l'Europe, participe à **une campagne régionale** de bilans physiques pour les seniors de plus de 65 ans.

Sur orientation par un professionnel de santé (médecin généraliste, par exemple), ce **bilan est gratuit** pour toute personne ayant déjà chuté ou étant à risque. Lors de ce bilan, les professionnels de la maison médicale vont procéder à une « évaluation de l'autonomie ». En d'autres termes, ils vont reprendre les antécédents du patient et analyser ses aptitudes physiques pour lui proposer un programme adapté à ses besoins.

« Il faut solliciter les muscles un peu tous les jours »

Chaque bilan est « individuel », précise la directrice la maison médicale du sport adapté et thérapeutique de Rouen. Les activités physiques proposées sont donc **variées**. Il est évidemment possible de suivre un programme directement à la maison médicale du sport adapté. Mais les professionnels peuvent aussi orienter vers d'autres activités comme « du pilates, de la marche nordique », voire des activités dans des associations sportives partenaires.

Le but reste en revanche le même : redonner confiance aux personnes qui ont déjà chuté et prévenir tout risque de chute.

Vidéos : en ce moment sur Actu

Et pour ça, pas de secret : « Il faut **solliciter les muscles** un peu tous les jours. » Il y a les programmes de musculation et de rééducation dans les cas à risque. Mais la base, c'est déjà « de marcher quotidiennement et de faire des exercices d'équilibre régulièrement », assure Alison Malou.

Car cette enseignante d'activités physiques adaptées le constate régulièrement : « On a tendance à **réduire notre cercle de marche**. » Ne plus emprunter les escaliers ou encore favoriser les trajets en voiture peuvent conduire à des chutes chez les personnes âgées. Le seul remède, c'est l'activité physique.

Les élections municipales 2026

Suivez toutes les actualités des municipales 2026 dans une seule newsletter.

[S'inscrire](#)

Infos pratiques

Bilans physiques gratuits pour la prévention des chutes, sur

orientation par un professionnel de santé, à la maison médicale du sport adapté et thérapeutique de Rouen, 81 boulevard de l'Europe. Possibilité de prendre rendez-vous par téléphone : 02 21 81 44 99.

Suivez l'actualité de Rouen sur [notre chaîne WhatsApp](#) et sur [notre compte TikTok](#)

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Rouen. Pourquoi des parents d'élèves souhaitent que leur école soit classée en réseau d'éducation prioritaire

5-6 minutes

Des parents du groupe scolaire Les Fabulettes-Anne-Sylvestre, situé sur la rive gauche de Rouen, souhaitent que l'école obtienne un classement réseau d'éducation prioritaire.

Sur le même thème

[Carte scolaire](#)

[Education](#)

Article réservé aux abonnés [S'abonner](#)



Des parents du groupe scolaire Les Fabulettes-Anne-Sylvestre, situé sur la rive gauche de Rouen, souhaite que leur école obtienne un classement Réseau d'Éducation prioritaire. (©AF/76actu)

Par [Adrien Filoche](#) Publié le 13 mars 2026 à 8h14

« **On a envie que nos enfants travaillent dans de bonnes conditions** ». Nina Calippe est représentante des parents d'élèves au sein de **l'école maternelle les Fabulettes**, située boulevard d'Orléans sur la rive gauche de [Rouen](#) et qui forme avec l'école primaire **le groupe scolaire Les Fabulettes – Anne-Sylvestre**. Inquiète, la maman déplore « un climat scolaire très tendu ». Aux côtés de plusieurs parents d'élèves, Nina soutient une pétition* afin que le groupe scolaire obtienne un classement **REP (réseau**

d'éducation prioritaire). Ainsi, ce classement en REP permettrait notamment de renforcer les moyens alloués à l'école et aussi de réduire les effectifs par classe. Une nécessité absolue pour les parents signataires.

Manque de moyens pour les enseignants

« En 2025, **60 élèves de maternelle et 108 en primaire n'avaient pas le niveau attendu**. Il y a beaucoup de lacunes de langage, de mémorisation et peu de moyens pour accompagner les enseignants », insiste Nina, qui note également **plusieurs cas de harcèlement scolaire**.

Sur **le nombre d'enfants par classe**, elle note une « légère amélioration » cette année pour ce qui est de la maternelle : « En 2025, nous étions à une moyenne de 27 élèves par classe. Aujourd'hui, il y a eu deux créations de classes donc nous sommes à 24. C'est un peu mieux mais cela reste difficile ».

En ce qui concerne les écoles maternelles, primaires et élémentaires, un classement REP offre des moyens supplémentaires, tels que **le dédoublement des classes de CP et CE1** ou encore davantage de personnels éducatifs et de moyens alloués pour les sorties scolaires.

Comment une école est classée REP ?

Mais comment est choisi ce classement ? Et qui décide ? Les critères pour qu'un établissement scolaire devienne REP sont liés à **l'indice de position sociale (IPS)**.

Celui-ci comprend quatre paramètres : le taux de catégories socioprofessionnelles défavorisées ; le taux d'élèves boursiers ; le taux d'élèves résidant dans un Quartier prioritaire de la politique de la ville ; le taux d'élèves ayant redoublé avant la sixième. La décision d'un classement en REP relève de l'État.

Justement, dans leur communiqué, les parents d'élèves du groupe scolaire soulignent que « les indicateurs du quartier sont préoccupants », avec « un taux de pauvreté d'environ 40 % » et « 34,4 % de familles monoparentales ».

Les élections municipales 2026

Suivez toutes les actualités des municipales 2026 dans une seule newsletter.

[S'inscrire](#)

L'IPS du groupe scolaire est de 83, tandis que l'on retrouve pour des collèges REP des moyennes autour de 85. En se basant sur ce critère, l'école Les Fabulettes – Anne-Sylvestre a donc un profil

comparable à des établissements déjà classés REP.

La réponse du rectorat

À la date du 12 mars 2026, la pétition des parents d'élèves avait récolté **plus de 500 signatures**. « Notre démarche bénéficie également du soutien du maire de Rouen », précisent les signataires.

Mais ce n'est pas la première fois que cette demande est formulée. Au cours de l'année scolaire 2023/2024, une demande identique avait déjà été transmise aux services de l'Éducation nationale. Sans succès, donc.

Interrogé par *76actu*, le cabinet de la Direction des services départementaux de l'Éducation nationale de la Seine-Maritime (Dasen76) confirme avoir pris connaissance de cette demande et rappelle que « la carte de l'éducation prioritaire est une décision qui relève du niveau national ».

À ce jour, nous n'avons pas connaissance d'une évolution prévue de la carte de l'éducation prioritaire.

La Dasen76 assure par ailleurs avoir « veillé à ce que cette proposition de classement soit relayée et évoquée avec le niveau académique », et indique que le groupe scolaire « fait l'objet d'une attention particulière. Des moyens spécifiques lui sont attribués en fonction de son indice de position sociale ». Suffisant pour rassurer les parents ?

*La pétition des parents d'élèves via [ce lien](#)

Suivez l'actualité de Rouen sur [notre chaîne WhatsApp](#) et sur [notre compte TikTok](#)

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Municipales 2026 au Havre : combien coûte la campagne pour les candidats ?

8–10 minutes

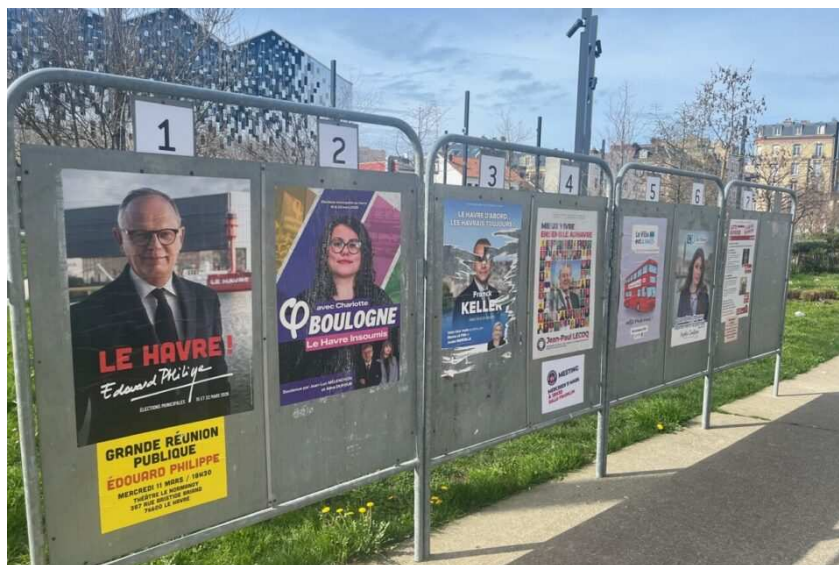
Alors que sept candidats sont en lice pour les élections municipales 2026 au Havre, tous n'ont pas prévu le même budget de campagne. On a fait le tour de la question avec eux.

Sur le même thème

[Edouard Philippe](#)

[Jean-Paul Lecocq](#)

[Municipales 2026](#)



Pour les Municipales, les affiches des candidats au Havre collés sur les panneaux officiels font partie de la propagande électorale réglementée. (©Delphine Revol)

Par [Delphine Revol](#) Publié le 11 mars 2026 à 19h12 ; mis à jour le 12 mars 2026 à 15h46

Mener une **campagne municipale** n'est pas une mince affaire et demande une mobilisation de moyens importants : humains, et matériels donc financiers ! Surtout dans une ville de taille importante comme [Le Havre](#) (166 000 habitants selon le dernier recensement de l'Insee) et surtout quand on a un candidat qui attire les projecteurs des médias nationaux avec son ambition

présidentielle non dissimulée.

Mais des sept listes havraises en lice, toutes n'ont pas l'appui de partis, ni la notoriété, et la mobilisation des dons qui restent la principale source de financement d'une campagne pour les élections municipales. Surtout, **les candidats au Havre qui ne dépasseront pas les 5 %** de suffrages exprimés au premier tour ne pourront prétendre à se faire rembourser les dépenses de campagne officielle. Il faut donc avoir un minimum de certitudes avant d'engager de lourdes dépenses, même si celles-ci sont plafonnées à un total **d'environ 170 000 euros** pour le premier tour et **240 000 euros** si deux tours il doit y avoir.

Certains candidats jouent la prudence

C'est pourquoi cinq candidats jouent la prudence : et tout d'abord les deux listes citoyennes. À commencer par **Sophie Zarifian**, pour la liste *Le Havre en Débat*. « Nous avons été très économes, le total s'élève à 2 464 euros » explique la tête de liste, qui détaille ses frais en toute transparence : 700 euros pour les circulaires (10 000 exemplaires), 370 euros pour les affiches, 170 euros pour les bulletins de vote, 600 euros de frais d'ouverture de compte bancaire... **Les vidéos du Havre en Débat** qui ont le fait le tour des réseaux sociaux, notamment sur Facebook, sont 100 % faites maison, [Sophie Zarifan étant cinéaste de profession](#).

Pour l'autre liste citoyenne *La ville est à vous*, emmenée par **Marie Le Cieux**, le financement a été permis [via une cagnotte du public](#), des colistiers et des apports personnels des proches. **La moindre dépense est étudiée**, « pour payer les tracts etc., on ne peut pas faire de batailles d'affiches. Parfois on manque de tracts et on doit proposer aux gens de les prendre en photo » indique la candidate, qui ne souhaite pas communiquer sur les dépenses engagées avant les résultats du premier tour.

Sans oublier les candidats entièrement soutenus par leur parti : au Havre, c'est le cas de [la candidate de l'extrême gauche](#), **Magali Cauchois** (Lutte ouvrière), dont la campagne est entièrement financée par son parti.

Vidéos : en ce moment sur Actu

Le financement comprend le matériel électoral (circulaires, bulletins et affiches officielles) pour un coût d'environ 3 000 €. « Le reste, environ 500 €, est utilisé pour des affiches, des tracts et des salles de réunion, qui ne sont pas gratuites au Havre en temps d'élection, contrairement à beaucoup d'autres villes » souligne la candidate représentante de la liste « Lute Ouvrière, le Camp des travailleurs », qui ne fait pas intervenir de professionnels pendant la

campagne : « nous sommes des militants ».

Pour [la candidate LFI](#), **Charlotte Boulogne**, qui mène la liste *Le Havre Insoumis*, les dépenses prévues avoisinent les 10 000 euros : « nous autofinançons notre campagne, nos seules dépenses sont matérielles : impressions, local, location de salles ou de matériels. Ce sont les militant-es qui financent la campagne via des dons qui seront remboursés ensuite ». La candidate de gauche compte bien, en effet, atteindre les 5 % au premier tour et bénéficier du remboursement des dépenses de campagne. Ici, le parti n'intervient pas dans le financement.

Les élections municipales 2026

Suivez toutes les actualités des municipales 2026 dans une seule newsletter.

[S'inscrire](#)

Combien vont déboursier les trois « favoris » ?

En ce qui concerne les candidats donnés [favoris dans les sondages pour se qualifier au second tour](#), les budgets sont d'une autre dimension.

Si **Franck Keller** (UDR-RN) ne veut pas communiquer sur son budget avant la fin de la campagne, il précise seulement : « ce sera [beaucoup beaucoup moins que mes adversaires](#) (N.D.L.R. : *Edouard Philippe et Jean-Paul Lecoq*). Il assure financer sa campagne avec ses seuls deniers personnels afin de pouvoir revendiquer son « indépendance ». Le candidat d'union des extrêmes droites affirme refuser « toutes dépenses excessives ou dispendieuses. C'est pour cela que j'ai refusé par exemple de prendre une permanence luxueuse comme certains » lance celui qui mène la liste *Le Havre d'abord, les Havrais toujours !*.

De son côté, [la liste d'union à gauche](#), portée par **Jean-Paul Lecoq**, joue cartes sur table : « On sera à environ 80 000 euros pour le premier tour, et 10 000 euros de plus pour le second » répond **Baptiste Bauza**, directeur de campagne de la liste *Avec Jean-Paul Lecoq, mieux vivre ensemble au Havre*. La plus grosse partie des dépenses (55-60 %) est affectée aux documents imprimés (tracts, affiches, mise en page graphique et impression), 10 % pour les meetings du premier tour (location de salles, matériel...), une série de vidéos et les photos des colistiers faites par un professionnel... Côté boîtage, « on a fait le choix de démultiplier les initiatives de proximité ». Une distribution des programmes est en cours par La Poste avec 94 000 foyers à toucher, « ce qui va par exemple nous coûter 10 000 euros ».

Nous avons fait le choix de faire une campagne pas trop dispendieuse non plus, même si on a en face un concurrent qui sort les grands moyens, en louant le Normandy par exemple.

La campagne de l'Union de la gauche est principalement financée par les colistiers et militants : « Je dirais quatre cinquième de dons de particuliers et un cinquième des partis ».

Enfin, le maire sortant **Edouard Philippe**, qui emmène sa liste *Le Havre !* sous les couleurs d'union au centre, pas de montant à [dévoiler officiellement avant la fin de la campagne](#), même si selon diverses sources, le candidat prévoit un budget s'approchant du plafond de 240 000 euros. Un chiffre que l'équipe de campagne d'Edouard Philippe ne souhaite pas commenter à ce jour, préférant communiquer sur la répartition : environ la moitié des dépenses concernent l'impression et la diffusion des documents de campagne, près d'un quart pour l'organisation des réunions publiques, un petit quart aussi pour l'organisation et à la logistique de la campagne (permanence, fournitures, location d'un véhicule pour le candidat...) et 9 % des dépenses pour la communication visuelle (photos, vidéos et autres supports de campagne).

Sur la question des **sources de financement**, il faudra se contenter de cette réponse laconique : « dons de particuliers et opérations de financement participatif. » L'Histoire ne dit donc pas si le parti Horizons* qu'il a créé met la main au porte-monnaie, ce qui ne semble pas être le cas, précisément parce qu'Edouard Philippe présente une liste placée au centre (de l'échiquier politique) et parce que ce scrutin est officiellement local. Même si l'[enjeu numéro 2](#) est aussi bel et bien national...

*Mise à jour après publication initiale : l'équipe de campagne d'Edouard Philippe fait savoir que le parti Horizons n'est pas intervenu : « *Le financement de la campagne se fait en dehors des partis politiques.* »

Retrouvez tous nos articles sur les élections municipales du Havre dans [notre dossier spécial](#).

Avec Louise Boutard et Vanessa Leroy

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Municipales 2026. Fin de campagne à Montivilliers : l'ancien eurodéputé RN Gilles Lebreton veut créer la surprise

Cédric Thomire

3-4 minutes

Dimanche, les Montivillons choisiront à quels candidats ils confient l'avenir de la commune. En 2020, le résultat fut sans appel. Jérôme Dubost remportait l'élection dès le premier tour avec 62,71 % des voix, battant largement le maire de l'époque, Daniel Fidelin. En 2026, le scénario est différent. Trois listes s'affrontent. [Celle du maire sortant Jérôme Dubost](#), qui fait l'union de la gauche. [Une liste Rassemblement National](#), conduite par l'ancien député européen Gilles Lebreton (2014 à 2024). Et [celle de Benoît Naous](#), le candidat de la droite et du centre.

Inquiet des "excès des extrêmes"

[Jérôme Dubost](#) compte sur son bilan et sa proximité pour convaincre les habitants de lui faire à nouveau confiance. "Un classement a récemment placé [Montivilliers dans le top 5 des villes les plus attractives](#) et la délinquance a baissé de 25 % en 6 ans selon les chiffres du ministère de l'Intérieur", souligne le maire sortant qui a fait campagne sur le thème d'une ville "qui rayonne, qui prend soin et protège, et qui rassemble". Concernant ses concurrents, Jérôme Dubost constate qu'"ils se partagent les anciens élus de Daniel Fidelin". Il ajoute : "Je suis toujours inquiet des excès des extrêmes", en référence à la présence d'une liste du RN.

"Très bon accueil chez les commerçants"

C'est [Gilles Lebreton](#) qui en est à sa tête et qui, justement, compte bien cette fois faire tourner l'élection à son avantage. Le candidat RN en est persuadé, son résultat sera meilleur qu'en 2014 : il n'avait obtenu que 14,62 % des suffrages. "Il y a douze ans, j'avais vite compris que je n'allais pas remporter l'élection". Mais selon Gilles Lebreton l'ambiance est toute autre cette fois-ci. "Je reçois un très bon accueil chez les commerçants. Sur le marché, j'ai

échangé avec beaucoup de monde". Samedi, alors qu'il profitait du soleil pour distribuer des tracts, des Montivillons ont arrêté de bêcher, désherber ou de planter des oignons pour discuter avec lui. Prudent, il glisse que "le maire est le favori" et qu'il "n'exclut pas de perdre". Mais pour lui une chose est sûre : "Je pense faire un bon score".

"La rupture contre l'immobilisme"

Gilles Lebreton n'est pas le seul à rêver d'une victoire. [Benoît Naous](#), quoi qu'il arrive, gardera de sa première participation aux élections municipales à Montivilliers un très bon souvenir. *"Tout le monde était vraiment heureux de faire campagne. Car le thème de l'attractivité de notre commune, que nous avons porté, a reçu un écho très favorable parmi la population". Réussira-t-il à convaincre les électeurs de voter pour sa liste ? "Je leur ai dit : soit vous continuez avec le maire sortant, soit vous choisissez avec nous le changement qui va donner un nouvel élan à Montivilliers. Beaucoup d'habitants craignent que Montivilliers devienne une ville-dortoir. Or, notre ville a beaucoup d'atouts que nous saurons réveiller grâce à notre équipe qui compte d'anciens élus, des jeunes, beaucoup de peintures et de compétences".*

Municipales 2026 au Havre : combien coûte la campagne pour les candidats ?

8–10 minutes

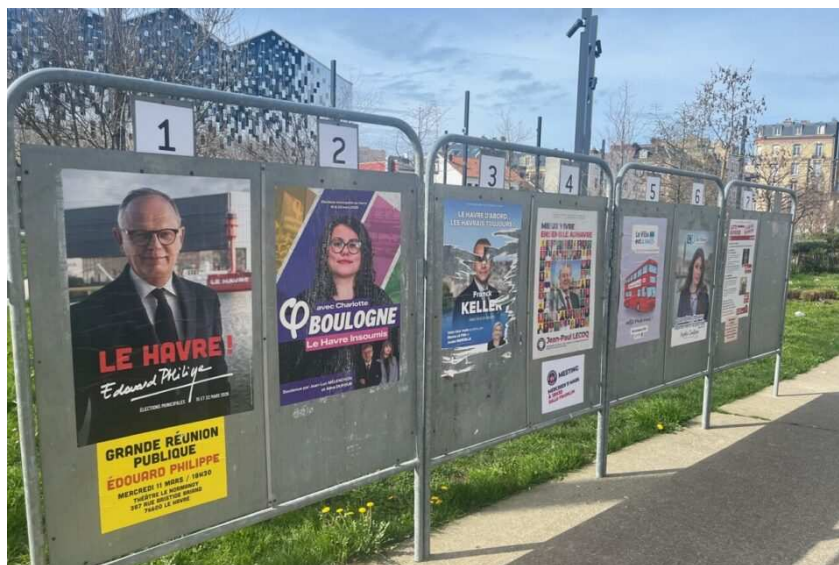
Alors que sept candidats sont en lice pour les élections municipales 2026 au Havre, tous n'ont pas prévu le même budget de campagne. On a fait le tour de la question avec eux.

Sur le même thème

[Edouard Philippe](#)

[Jean-Paul Lecocq](#)

[Municipales 2026](#)



Pour les Municipales, les affiches des candidats au Havre collés sur les panneaux officiels font partie de la propagande électorale réglementée. (©Delphine Revol)

Par [Delphine Revol](#) Publié le 11 mars 2026 à 19h12 ; mis à jour le 12 mars 2026 à 15h46

Mener une **campagne municipale** n'est pas une mince affaire et demande une mobilisation de moyens importants : humains, et matériels donc financiers ! Surtout dans une ville de taille importante comme [Le Havre](#) (166 000 habitants selon le dernier recensement de l'Insee) et surtout quand on a un candidat qui attire les projecteurs des médias nationaux avec son ambition

présidentielle non dissimulée.

Mais des sept listes havraises en lice, toutes n'ont pas l'appui de partis, ni la notoriété, et la mobilisation des dons qui restent la principale source de financement d'une campagne pour les élections municipales. Surtout, **les candidats au Havre qui ne dépasseront pas les 5 %** de suffrages exprimés au premier tour ne pourront prétendre à se faire rembourser les dépenses de campagne officielle. Il faut donc avoir un minimum de certitudes avant d'engager de lourdes dépenses, même si celles-ci sont plafonnées à un total **d'environ 170 000 euros** pour le premier tour et **240 000 euros** si deux tours il doit y avoir.

Certains candidats jouent la prudence

C'est pourquoi cinq candidats jouent la prudence : et tout d'abord les deux listes citoyennes. À commencer par **Sophie Zarifian**, pour la liste *Le Havre en Débat*. « Nous avons été très économes, le total s'élève à 2 464 euros » explique la tête de liste, qui détaille ses frais en toute transparence : 700 euros pour les circulaires (10 000 exemplaires), 370 euros pour les affiches, 170 euros pour les bulletins de vote, 600 euros de frais d'ouverture de compte bancaire... **Les vidéos du Havre en Débat** qui ont le fait le tour des réseaux sociaux, notamment sur Facebook, sont 100 % faites maison, [Sophie Zarifan étant cinéaste de profession](#).

Pour l'autre liste citoyenne *La ville est à vous*, emmenée par **Marie Le Cieux**, le financement a été permis [via une cagnotte du public](#), des colistiers et des apports personnels des proches. **La moindre dépense est étudiée**, « pour payer les tracts etc., on ne peut pas faire de batailles d'affiches. Parfois on manque de tracts et on doit proposer aux gens de les prendre en photo » indique la candidate, qui ne souhaite pas communiquer sur les dépenses engagées avant les résultats du premier tour.

Sans oublier les candidats entièrement soutenus par leur parti : au Havre, c'est le cas de [la candidate de l'extrême gauche](#), **Magali Cauchois** (Lutte ouvrière), dont la campagne est entièrement financée par son parti.

Vidéos : en ce moment sur Actu

Le financement comprend le matériel électoral (circulaires, bulletins et affiches officielles) pour un coût d'environ 3 000 €. « Le reste, environ 500 €, est utilisé pour des affiches, des tracts et des salles de réunion, qui ne sont pas gratuites au Havre en temps d'élection, contrairement à beaucoup d'autres villes » souligne la candidate représentante de la liste « Lute Ouvrière, le Camp des travailleurs », qui ne fait pas intervenir de professionnels pendant la

campagne : « nous sommes des militants ».

Pour [la candidate LFI](#), **Charlotte Boulogne**, qui mène la liste *Le Havre Insoumis*, les dépenses prévues avoisinent les 10 000 euros : « nous autofinançons notre campagne, nos seules dépenses sont matérielles : impressions, local, location de salles ou de matériels. Ce sont les militant-es qui financent la campagne via des dons qui seront remboursés ensuite ». La candidate de gauche compte bien, en effet, atteindre les 5 % au premier tour et bénéficier du remboursement des dépenses de campagne. Ici, le parti n'intervient pas dans le financement.

Les élections municipales 2026

Suivez toutes les actualités des municipales 2026 dans une seule newsletter.

[S'inscrire](#)

Combien vont déboursier les trois « favoris » ?

En ce qui concerne les candidats donnés [favoris dans les sondages pour se qualifier au second tour](#), les budgets sont d'une autre dimension.

Si **Franck Keller** (UDR-RN) ne veut pas communiquer sur son budget avant la fin de la campagne, il précise seulement : « ce sera [beaucoup beaucoup moins que mes adversaires](#) (N.D.L.R. : *Edouard Philippe et Jean-Paul Lecoq*). Il assure financer sa campagne avec ses seuls deniers personnels afin de pouvoir revendiquer son « indépendance ». Le candidat d'union des extrêmes droites affirme refuser « toutes dépenses excessives ou dispendieuses. C'est pour cela que j'ai refusé par exemple de prendre une permanence luxueuse comme certains » lance celui qui mène la liste *Le Havre d'abord, les Havrais toujours !*.

De son côté, [la liste d'union à gauche](#), portée par **Jean-Paul Lecoq**, joue cartes sur table : « On sera à environ 80 000 euros pour le premier tour, et 10 000 euros de plus pour le second » répond **Baptiste Bauza**, directeur de campagne de la liste *Avec Jean-Paul Lecoq, mieux vivre ensemble au Havre*. La plus grosse partie des dépenses (55-60 %) est affectée aux documents imprimés (tracts, affiches, mise en page graphique et impression), 10 % pour les meetings du premier tour (location de salles, matériel...), une série de vidéos et les photos des colistiers faites par un professionnel... Côté boîtage, « on a fait le choix de démultiplier les initiatives de proximité ». Une distribution des programmes est en cours par La Poste avec 94 000 foyers à toucher, « ce qui va par exemple nous coûter 10 000 euros ».

Nous avons fait le choix de faire une campagne pas trop dispendieuse non plus, même si on a en face un concurrent qui sort les grands moyens, en louant le Normandy par exemple.

La campagne de l'Union de la gauche est principalement financée par les colistiers et militants : « Je dirais quatre cinquième de dons de particuliers et un cinquième des partis ».

Enfin, le maire sortant **Edouard Philippe**, qui emmène sa liste *Le Havre !* sous les couleurs d'union au centre, pas de montant à [dévoiler officiellement avant la fin de la campagne](#), même si selon diverses sources, le candidat prévoit un budget s'approchant du plafond de 240 000 euros. Un chiffre que l'équipe de campagne d'Edouard Philippe ne souhaite pas commenter à ce jour, préférant communiquer sur la répartition : environ la moitié des dépenses concernent l'impression et la diffusion des documents de campagne, près d'un quart pour l'organisation des réunions publiques, un petit quart aussi pour l'organisation et à la logistique de la campagne (permanence, fournitures, location d'un véhicule pour le candidat...) et 9 % des dépenses pour la communication visuelle (photos, vidéos et autres supports de campagne).

Sur la question des **sources de financement**, il faudra se contenter de cette réponse laconique : « dons de particuliers et opérations de financement participatif. » L'Histoire ne dit donc pas si le parti Horizons* qu'il a créé met la main au porte-monnaie, ce qui ne semble pas être le cas, précisément parce qu'Edouard Philippe présente une liste placée au centre (de l'échiquier politique) et parce que ce scrutin est officiellement local. Même si l'[enjeu numéro 2](#) est aussi bel et bien national...

*Mise à jour après publication initiale : l'équipe de campagne d'Edouard Philippe fait savoir que le parti Horizons n'est pas intervenu : « *Le financement de la campagne se fait en dehors des partis politiques.* »

Retrouvez tous nos articles sur les élections municipales du Havre dans [notre dossier spécial](#).

Avec Louise Boutard et Vanessa Leroy

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Municipales 2026. Pourquoi vous ne trouverez pas cette liste candidate au Havre dans vos boîtes aux lettres

3—4 minutes

Ce n'est pas commun mais au Havre c'est arrivé : le publipostage des professions de foi des candidats, reçu dans les boîtes aux lettres, ne contient pas la liste du Havre en Débat.

Sur le même thème

[Municipales 2026](#)



Il manque une circulaire dans la mise sous pli envoyée à tous les électeurs du Havre. (©76actu)

Par [Delphine Revol](#) Publié le 12 mars 2026 à 19h07

Cette semaine, les électeurs du [Havre](#) sont en train de recevoir les professions de foi des candidats par courrier postal organisé par la Préfecture. Mais à l'ouverture de l'enveloppe, force est de constater que seuls six documents sont réunis, alors que sept candidats sont en course pour les Municipales. Il manque en effet la circulaire du **Havre en Débat**, la liste citoyenne menée par **Sophie Zarifian**. Mais il ne s'agit ni d'une erreur ni d'un oubli.

Un devis « hors budget »

En effet, la candidate qui a décidé de mener une campagne

économe, a choisi de ne pas avoir recours à ce moyen matériel : « nous avons fait un devis à l'imprimerie, nous en aurions eu pour 4 à 5000 euros, ce qui était hors budget pour nous » précise l'intéressée.

Rappelons en effet que seules les listes qui parviennent à obtenir 5 % des suffrages exprimés au premier tour des élections municipales peuvent prétendre à se faire rembourser leurs dépenses de campagne. La liste citoyenne *Le Havre en Débat* a ouvertement **préféré jouer la prudence**.

L'impression reste aux frais des candidats

Car même si la **commission de propagande** se charge de l'envoi des professions de foi par voie postale au domicile de l'ensemble des électeurs de la circonscription, **l'impression des circulaires reste à la charge des candidats**. Et les contraintes de mise en page et d'impression demandées par les préfectures (comme les dimensions et le grammage du papier spécifiques) représentent une charge supplémentaire à prendre en compte.

« Il aurait fallu que nous imprimions 104 000 exemplaires de notre circulaire » précise Sophie Zarifian, se rabattant sur d'autres modes de distribution : de la main à la main et de [manière dématérialisée sur son site web](#). « Nous avons imprimé 10 000 circulaires pour un coût total de 696 euros ».

Vidéos : en ce moment sur Actu

Fort heureusement pour la candidate citoyenne, le [vote électronique établi au Havre](#) pour les élections municipales cette année encore, permet de s'exonérer de l'impression de **bulletins de vote**, qui normalement reste aussi à la charge des listes candidates.

Retrouvez tous nos articles sur les élections municipales du Havre dans [notre dossier spécial](#).

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Municipales 2026 à Rouen : dernier meeting pour Nicolas Mayer-Rossignol, qui ne doute pas de sa réélection

Benoît MARIN-CURTOUD

6–8 minutes

À 24 heures de la fin de la campagne officielle, Nicolas Mayer-Rossignol a tenu meeting jeudi soir, 12 mars 2026, à la Halle aux Toiles de Rouen. Devant ses soutiens, le maire socialiste sortant s'est montré très confiant en ses chances de réélection, porté par un dernier sondage contesté par ses adversaires, mais aux vertus galvanisantes.



Publié: 12 Mars 2026 à 21h37 Temps de lecture: 3 min

La passe de deux pour Nicolas Mayer-Rossignol ? C'est le pari du maire socialiste sortant - soutenu par les écologistes, les communistes, Place publique et Génération.s - aux mantras rodés autour de l'avènement de la transition « sociale-écologique », de la renaturation, de la nécessité que le maire de [Rouen](#) soit aussi le président de la Métropole...

Jeudi 12 mars 2026, dernier meeting à la Halle aux Toiles, pour mobiliser une salle déjà tout acquise au candidat et où les militants surfent d'optimisme après la publication, la veille, d'un sondage de l'institut [Cluster 17](#)* qui donne Nicolas Mayer-Rossignol largement en tête au premier tour des municipales de dimanche 15 mars 2026, avec 42% d'intentions de vote.

« Il y aura des défis »

Peu importe si ses adversaires ont largement critiqué sa viabilité (échantillon, marge d'erreur etc.), le maire sortant y croit et veut galvaniser une dernière fois ses soutiens.

Alors c'est meeting. 600 personnes assises, des spectateurs

debout dans les travées, des chauffeurs de salle détaillant le projet de la liste « Fiers de Rouen » et le maire sortant qui réserve son entrée, qui salue de nombreuses personnalités de gauche présentes dans la salle (maires et anciens maires, députés, secrétaires de section etc), qui médite son intervention. Seul. Faisant les cent pas.

« Il y aura des défis et on a beaucoup de chance d'avoir un tel collectif pour l'avenir de Rouen », détaille en regardant ses 55 colistiers le candidat, en remerciant aussi ses prédécesseurs et son histoire en saluant Yvon Robert et Valérie Fourneyron et « les élus qui font vivre la démocratie locale. L'engagement se paie aussi dans sa chair et auprès de sa famille ».

« Pour qui se bat-on ? »

« Pour qui se bat-on ? Pour beaucoup aller voter n'a plus grand sens. La politique, c'est changer la vie, pour que le sort des hommes et femmes s'améliore », détaille le maire sortant en évoquant le cas concret d'une infirmière du CHU et de ses enfants, d'une octogénaire de la Grand'Mare qui refait la vie dans son pavillon « avec ses copines » et qui « tient au service public », aux syndicalistes de Chapelle Darblay et qui attendent depuis sept ans la réouverture de leur usine.

« La planète brûle et on peut faire semblant de ne rien voir. L'enjeu climatique, environnemental, notre qualité de vie finalement, l'enjeu est toujours là. L'attitude des dirigeants des pouvoirs publics est devenue condescendante et même violente envers la recherche, la coopération, la science, tout ce qui fait une humanité curieuse », prévient Nicolas Mayer-Rossignol qui insiste, devant une salle conquise, sur la nécessité de fraternité accueillante aux valeurs universelles. « C'est pourtant dans la science que passe notre salut. ».

« Nous ne laisserons pas l'extrême droite gagner à Rouen ni à l'Élysée dans un an », a insisté le maire sortant, comme ses soutiens, faisant de la montée du RN et de l'extrême droite le danger le plus saillant du moment. « Chacun doit avoir sa place dans la République qu'on aime Notre République et notre démocratie sont en danger ».

Sanctuarisation du budget de la culture, école, attractivité : autant de thèmes abordés par NMR et qui à chaque évocation déclenche des applaudissements nourris de la salle.

* Étude réalisée par Cluster 17, du 8 au 10 mars 2026, via des questionnaires auto-administrés en ligne, auprès d'un échantillon de 671 personnes, représentatif, grâce à la méthode des quotas,

de la population de Rouen, âgée de 18 ans et plus, dont 504 personnes inscrites sur les listes électorales. L'enquête a fait l'objet d'un redressement sociodémographique (données Insee) et d'un redressement politique sur la base de la reconstitution des votes suivants : premier tour de la présidentielle 2022, premier tour des municipales 2020 et européennes de 2024. La marge d'erreur pour 504 personnes est comprise entre 1,9 et 4,5 points.

NEWSLETTER MUNICIPALES Recevez gratuitement les dernières actualités des Municipales [en cliquant ici](#) Lire aussi



[« Je n'ai pas craché sur elle » : condamné pour avoir agressé et insulté une policière à Rouen](#)



[Contes, balade nature, culture générale... Que faire le week-end du 13 au 15 mars 2026 à Rouen ?](#)



Municipales 2026 au Grand-Quevilly. Dans ce bastion PS, un affrontement à trois inédit au 21^e siècle

Cécile Frangne

5–6 minutes

Au Grand-Quevilly, les listes d'Olivier Bruneau (LFI) et Mathéo De Souza (RN) se présentent face à celle du maire sortant PS Nicolas Rouly. Une configuration inédite au 21^e siècle.



Les listes d'Olivier Bruneau (LFI) et Mathéo De Souza (RN) se présentent face à celle du maire sortant PS Nicolas Rouly. - Collage web Paris Normandie



Publié: 12 Mars 2026 à 13h27 Temps de lecture: 1 min

Trois listes en lice pour les élections municipales : les électeurs du [Grand-Quevilly](#) n'avaient encore jamais connu cela au 21^e siècle. Dans ce bastion tenu par les socialistes depuis l'après-guerre, Nicolas Rouly avait repris en 2020 le flambeau transmis par l'ancien maire Marc Massion, aux manettes de la ville depuis 2000.

Membre du conseil municipal depuis ses 18 ans, cet avocat de profession – alors patron du PS en Seine-Maritime –, avait été confortablement élu avec 79,76 % des voix au second tour (pour un

taux de participation toutefois relativement faible, à hauteur de 40,93 %) face à la liste du Rassemblement national menée par Eve Froger.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

La sécurité au cœur du débat

Six ans plus tard, deux listes se présentent face à [celle du maire sortant](#) (« Grand-Quevilly, j'y tiens ») : Eve Froger ayant [rejoint le parti Reconquête !](#) d'Eric Zemmour en 2022, Mathéo De Souza mène désormais la liste RN « Retrouver Grand-Quevilly ». De l'autre côté du spectre politique, l'ex-élu socialiste Olivier Bruneau a [monté sa liste](#) « Elan citoyen Grand-Quevillais », soutenue par la France insoumise (LFI).

Renforcement de la vidéoprotection avec le déploiement de 50 caméras supplémentaires, armement de la police municipale, doublement des effectifs de police – de 14 à 28 agents – pour une présence de jour comme de nuit... Pour « *tourner la page d'un siècle de gestion socialiste, qui a laissé s'installer l'insécurité* », le jeune candidat RN de 22 ans – suppléant de Guillaume Penelle lors des dernières législatives de 2024 – mise sur les enjeux de sécurité pour grappiller des voix.

RIC et audit

Un terrain que refuse d'abandonner à l'extrême-droite Nicolas Rouly, qui propose également dans son [livre des projets](#) la pose de nouvelles caméras ou encore la « *création d'une équipe supplémentaire de police municipale* ». Misant sur la continuité, le socialiste déroule aussi ses grands projets d'aménagement : l'achèvement de la rénovation du théâtre Dullin, la modernisation de la piscine municipale, du centre de loisirs et du quartier Kennedy, ou encore la construction du futur quartier Allorge...

Pour challenger à gauche le maire sortant, l'ancien Gilet jaune Olivier Bruneau propose quant à lui l'instauration des référendums d'initiative citoyenne (RIC) ainsi que la mise en place de conseils de quartiers « *indépendants* ». L'opérateur industriel chez LAT Nitrogen promet aussi la cantine gratuite pour tous les écoliers. Comme son adversaire d'extrême-droite, le candidat LFI demande par ailleurs un audit du bailleur social Quevilly Habitat « *pour plus de transparence* ».

Lire aussi



Municipales 2026. Faute de successeur, ce maire de Seine-Maritime se présente une 9e fois

Suzelle Gaube

5-6 minutes

Maire depuis 1977, Denis Merville se présente une nouvelle fois aux élections municipales 2026 à la mairie de Sainneville-sur-Seine. Une énième participation aux élections, en l'absence de candidats.



Publié: 12 Mars 2026 à 07h08 Temps de lecture: 2 min

Il n'avait pas forcément à l'esprit qu'il serait à nouveau candidat aux élections municipales 2026. Maire de [Sainneville-sur-Seine](#) depuis 1977, Denis Merville brigue un 9^e mandat. Une décision prise alors qu'il pensait qu'un de ses adjoints allait prendre le relais. Mais l'un des adjoints auquel il pensait a déménagé de la commune pour des raisons personnelles et l'autre adjointe ne se sentait pas la force de porter cette responsabilité, sortant tout juste de problème de santé. Par ailleurs, aucune liste ne s'est formée, indépendamment de l'équipe municipale actuelle.

« Ça me passionne toujours. »

Même s'il n'avait pas idée de se présenter initialement, ce n'est pas non plus une candidature à contrecœur, parce que « *ça (l)e passionne toujours* », lui qui ne s'est pas cantonné à sa fonction de maire durant ses dizaines d'années de participation à la chose publique. À 78 ans, il a un long parcours politique : collaborateur d'Antoine Rufenacht lors de sa première candidature à la mairie du Havre, conseiller départemental pendant trente-neuf ans, toujours président de l'association des maires de Seine-Maritime...

Passionné par la vie politique, en particulier la vie municipale, Denis Merville a aussi été longuement engagé dans le milieu

associatif, près de cinquante ans, notamment au sein du club de basket de Saint-Laurent-de-Brèvedent – commune dont il est natif.

Sécurité routière, cantine scolaire, isolation...

Son bilan 2020/2026 dans cette commune de 943 habitants ? « *Les travaux sur la RD34 qui traverse Sainneville pour améliorer la sécurité routière* », la réfection des trottoirs, la mise en souterrain des réseaux, l'installation d'« *un second feu récompense* ». Mais aussi le chantier du restaurant scolaire. Il pense également à la sécurité avec le développement de la vidéo protection ; les travaux d'isolation des bâtiments communaux qui permettent de faire des « *économies d'énergie* »...

Clôtures végétales, permanences médicales, vidéoprotection...

Aujourd'hui, il s'engage avec quinze colistiers, dont neuf font partie de l'équipe actuelle. Il propose un « *cadre de vie encore plus agréable* », avec « *par exemple des clôtures végétales et non métalliques* ». Denis Merville veut aussi continuer de s'engager dans le domaine de la santé : en plus d'un kiné et d'infirmières dans la commune, il souhaiterait créer « *des permanences médicales* », mais aussi « *développer des activités de prévention auprès de personnes âgées à travers le sport santé* », la création d'un « *parcours sportif* » près du city stade. En termes de sécurité, il compte « *étendre la vidéoprotection* » ou encore « *monter une réserve citoyenne* ».

NEWSLETTER MUNICIPALES Recevez gratuitement les dernières actualités des Municipales [en cliquant ici](#) Lire aussi

[La belle histoire de Jacques et John. Ils découvrent le lien qui les unit 84 ans après la guerre](#)

[Au Havre, cette banque vous invite à faire courir votre conseiller](#)

[Les 3 Brasseurs arrivent aux Docks Vauban, un feu de canapé embrase une maison... Le point actu à 20 h](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Élections municipales Sainneville \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi vers

Ça se passe aussi vers

Municipales 2026. À Dieppe, le maire sortant « toujours du côté des gens qui morflent »

Anne-Sophie Groué-Ruauzel

9–11 minutes

Le maire sortant Nicolas Langlois (PCF) bat la campagne, avec un livret reprenant la foule des projets de son équipe pour le prochain mandat. Confronté à une adversité certaine de ses adversaires, il se concentre sur les projets, les Dieppois et les idées constructives.



Par Anne-Sophie Groué-Ruauzel

Publié: 12 Mars 2026 à 20h01 Temps de lecture: 3 min

Comment se passe cette campagne ? Est-elle plus clivante ? Plus marquée par le contexte national ?

Nicolas Langlois : « Toutes les campagnes sont différentes, avec un contexte bien marqué : la dernière fois, [on était en pleine explosion de l'épidémie de Covid](#). Mais quand on fait partie d'une équipe qui veut porter la voix des habitants, il ne faut pas seulement coller au contexte ou suivre les modes (comme il y a six ans [où l'on parlait de ville connectée](#)... avant de redécouvrir la nécessité des services publics de proximité) : il faut garder son sang-froid. Je ne me positionne pas par rapport à mes adversaires : défendre notre projet demande déjà assez d'énergie et puis les habitants n'attendent pas ça. Si on n'est que « contre », on clive, on affaiblit. Et quand on passe son temps à caricaturer, ça évite de faire autre chose. Bien sûr il y a eu des moments compliqués pour Alpine, le Transmanche, l'Éducation nationale... mais on n'a jamais vu nos adversaires dans ces combats-là. »

Quels nouveaux choix avez-vous faits pour cette campagne ?
Toujours du terrain mais plus de numérique ?

« Il y a de nombreux bénévoles dans l'équipe de campagne – plus de deux cents personnes dont beaucoup sans aucun parti, sans compter les candidats – et donc beaucoup de savoir-faire : des vidéos portraits d'une minute pour les réseaux sociaux, de belles photos... et la présence humaine de terrain très forte, avec une dizaine de personnes en porte-à-porte tous les soirs. En amont, on a fait des groupes de travail avec les habitants pour écrire le projet : personne ne proposera un programme aussi complet, surtout pas ceux qui reprennent juste trois thématiques dictées par le siège à Paris. »

« Protéger » est un terme qui revient dans votre slogan et dans vos objectifs depuis longtemps. À ce titre, vous souhaitez créer un statut du parent solo, une pension de famille et une Maison de la femme...

« Avant ça, il y a le sentiment d'insécurité : tout est lié. On défend donc l'équipement en [caméras de vidéoprotection](#) et la présence humaine indispensable (policiers municipaux, agents de médiation, ASVP, services publics partout). Quand on dit qu'on veut protéger les Dieppois, c'est pour répondre à ça. On va plus loin sur la santé, priorité n°1, avec le doublement de médecins salariés [au centre de santé intercommunal](#), par exemple.

Par ailleurs, quand on est papa ou maman solo, entre le boulot, les enfants, la maison et les factures, on n'en peut plus, c'est une insécurité réelle. Notre rôle est d'essayer d'y répondre. De même, sur un territoire où certains habitants sont fragiles et rencontrent des difficultés dans le logement par exemple, une pension de famille pourra répondre au besoin d'accompagnement vers le logement ordinaire. À Dieppe, on n'échappe pas aux inégalités notamment sur l'accès à la santé, surtout pour [les victimes de violences](#) : nous voulons un lieu identifié, avec des professionnels et des acteurs de la lutte contre les inégalités et pour l'accès au droit. »

Vous abordez, on le voit, le sujet de la sécurité avec un point de vue particulier. Pouvez-vous nous parler de votre projet de réserve communale citoyenne ?

« La réserve communale citoyenne, c'est, en cas de coup dur (incendie, neige, pluie...) et en plus des services publics, le fait de pouvoir s'appuyer sur des habitants qui ont envie de s'impliquer : une réponse à notre échelle dieppoise, pour donner envie de s'engager. »

En termes d'équipement, vous souhaitez créer une ferme pédagogique, une Maison d'assistantes maternelles, des ressourceries dans tous les quartiers et une piste d'athlétisme de 400 m...

« La ferme pédagogique, c'est une nouvelle étape dans le développement de la place de l'animal en ville, alors qu'on est déjà une des villes avec les plus grands espaces en écopâturage [grâce à Ökotop](#) : ce sera un lieu en ville pour rassembler les animaux quelques moments ou toute l'année, en évolution pour se reconnecter à la terre.

La Mam sera créée avec des partenaires associatifs, dans le cadre de l'avenir de la garde d'enfants qui repose sur différents piliers, notamment une nouvelle crèche à Janval, et en tenant compte de la crise des vocations des assistantes maternelles. On veut fédérer.

Les ressourceries touchent au soutien du pouvoir d'achat [porté par l'économie sociale et solidaire](#), à la limitation de la production des déchets avec une réponse en proximité. Le tout en lien avec la Croix-Rouge et le Secours populaire, grands acteurs de la solidarité, qui doivent pouvoir bénéficier de locaux plus dignes.

Et puis, quand on a [reconstruit la RD 75 après l'effondrement de la falaise](#), on a fait le choix collectif d'une piste de 250 m près du lycée Ango. À l'usage, on voit que ça sollicite plus les appuis dans les entraînements : on va faire un anneau de 400 m au stade Coubertin de Neuville. »

Pour animer toujours plus la ville, vous envisagez de développer la braderie du Pollet, de créer des rencontres avec les personnes en situation de handicap type « Papotin » et un restaurant inclusif en ville ainsi qu'un festival de photo.

« [La braderie du Pollet](#), c'est un événement clé pour l'avenir du commerce du quartier avec [le retour du pont Colbert](#). La ville doit être encore plus identifiée par notre tour Eiffel à nous. Mais la braderie, c'est plus qu'un vide-greniers : on a des choses à construire là autour.

Ma colistière Pauline Legris a beaucoup travaillé sur ce projet de rencontres ouvertes [un peu comme celles du Papotin](#), où ça discute : c'est un bon exercice de démocratie locale. Quand on a proposé une réunion de campagne autour du handicap, la salle était pleine de personnes qui n'étaient jamais venues dans les assemblées de quartiers... et qui ont parlé de tout, sauf de handicap ! Pour le restaurant inclusif – idée qui m'est venue en allant au Café Joyeux de Bordeaux – on va travailler avec l'APEI et on veut que ce soit en cœur de ville.

Enfin, pour le festival de photo, on va travailler [avec l'artiste Lily Franey](#), en alternance avec le festival de cerf-volant, et on prendra le parti pris de l'humanisme pour le lancer. »

Qui souhaitez-vous voir président.e de la République en 2027 ?

« Quelqu'un qui réconcilie les Français et qui sache convaincre tant sur l'éducation des enfants que le développement de l'industrie. Qui ne soit soumis à aucune puissance étrangère. Qui croie au service public comme à la force de l'associatif. La France est tellement fracturée qu'une seule personne ne pourra pas incarner tout ça. »

Quels sont les derniers film ou série, livre et album ou chanson que vous avez vu, lu et écouté ?

« J'ai vu *Nuremberg* au ciné, et le mieux, c'est la fin où le personnage qui est le psy du n°2 du Reich dit que ça peut arriver dans n'importe quel pays... J'ai lu récemment *Célanire cou-coupé* de Maryse Condé, que j'ai découverte juste avant sa mort : j'adore la littérature d'Outre-Mer. J'écoute [Georgio](#), un rappeur de 30 ans, un poète que j'ai vu au 106 à Rouen. Dans ma déclaration de candidature, j'ai dit qu'on serait toujours « *du côté des gens qui morflent* » : c'est issu des paroles d'un de ses titres ! »

NEWSLETTER MUNICIPALES Recevez gratuitement les dernières actualités des Municipales [en cliquant ici](#) Lire aussi



[Municipales 2026. Quatre priorités et trois défis pour la liste « Utile pour Cany-Barville »](#)



Pierre-Nicolas Baudot, maître de conférence à l'université de Rouen, spécialiste des élections municipales - ICI

5–6 minutes

Pierre-Nicolas Baudot, maître de conférence à l'université de Rouen, spécialiste des partis politiques de la gauche et des élections municipales. © Radio France

Diffusé le vendredi 13 mars 2026 à 7:44

Publié le vendredi 13 mars 2026 à 7:44

Le premier tour des élections municipales 2026 aura lieu ce dimanche 15 mars. Les électeurs sont appelés à voter dans les 1291 communes en Seine-Maritime et dans l'Eure pour ce scrutin à un an de l'élection présidentielle.

Les électeurs sont appelés à voter pour le premier tour des élections des municipales ce dimanche 15 mars 2026 dans les 1291 communes en Seine-Maritime et dans l'Eure. Ce scrutin intervient de manière assez inédite à un an de l'élection présidentielle. *"Le précédent était en 2001, ça avait été la même configuration. On peut considérer que ces élections sont un tour de chauffe"*, commence d'emblée Pierre-Nicolas Baudot, maître de conférence à l'université de Rouen et spécialiste des partis politiques de la gauche et des élections municipales.

"On est dans une période très nationalisée parce que le débat budgétaire a occupé beaucoup de place, que les stratégies des partis politiques ont occupé beaucoup de place, donc on a tendance à calquer ces enjeux nationaux sur ce scrutin local. Des enjeux nationaux comme la sécurité, les impôts, donc les questions budgétaires, aussi des questions liées à la transition écologique qui ne sont pas toujours des compétences locales, mais qui occupent beaucoup de place dans le débat public", renchérit Pierre-Nicolas Baudot.

Ces clivages partisans se retrouvent surtout dans les grandes villes et les métropoles. *"On retrouve une similarité des partis politiques*

par rapport à cette scène nationale, donc c'est assez facile de faire le lien. Et à n'en pas douter, les candidats eux-mêmes et les médias vont jouer ce rôle dans la nationalisation du scrutin en faisant effectivement un premier tour de l'élection présidentielle et donc potentiellement un baromètre, un lecteur de ce qui pourrait nous arriver dans un an".

Localiser ce scrutin plutôt que de le nationaliser ?

"Pour les candidats sortants, les maires en place, on a traditionnellement une tendance à la dénationalisation, ils vont beaucoup insister sur leur bilan d'une part et puis sur des enjeux locaux, notamment en essayant de se défaire de ces étiquettes nationales et notamment pour des maires qui appartiennent à des partis traditionnels, notamment les maires socialistes ou les républicains ou des macronistes", décrit Pierre-Nicolas Baudot.

Au Havre, Edouard Philippe "a une position un peu particulière parce qu'il est un candidat potentiel à la présidentielle et donc qu'il peut espérer surfer sur cette dynamique locale pour lancer sa candidature. Mais au-delà du cas d'Edouard Philippe, les élus sortants ont plutôt tendance à minorer leur appartenance nationale, alors que leurs opposants, notamment à l'extrême droite au Rassemblement National, et à gauche avec La France insoumise, vont insister sur cette dimension nationale, puisque eux, ils peuvent profiter d'un crédit national pour essayer de capitaliser et d'accumuler des voix localement", ajoute-t-il.

- [Rouen](#)
- [ICI Normandie \(Seine-Maritime - Eure\)](#)

Tous les vendredis, recevez le meilleur de la semaine d'ICI Normandie (Seine-Maritime - Eure) : certifié 100% local !

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

Les épisodes de l'émission : ICI matin, l'invité ICI Normandie

[Passer la section](#)

Sur le même thème

Avec la fin du réseau cuivre, les préfets sont invités à organiser la migration des services de l'État

Victoria Beurnez

4–5 minutes

La fermeture du réseau cuivre ne concerne pas que les particuliers. Alors que le plan “France Très Haut Débit” semble sur le point de toucher à sa fin, le gouvernement Lecornu a sommé les préfets, par le biais d'une [circulaire](#) diffusée fin février, de s'organiser afin d'accompagner formellement les services de l'État vers les nouvelles générations de réseaux.

La fermeture, envisagée à l'horizon 2030, concerne en effet une ribambelle de services publics : commissariats, gendarmeries, hôpitaux, établissements scolaires, établissements pénitentiaires mais aussi des sites de production d'électricité, ou tout site utilisant un service de téléphonie fixe participant à la protection des populations, tels que les services d'urgence, de téléassistance, ceux en charge de l'hospitalisation à domicile, etc.

De nombreux services concernés

Dans le détail, ces opérateurs de l'État en question reposent, eux aussi, sur un grand nombre d'équipements concernés par les réseaux : lignes téléphoniques, lignes internet, terminaux de paiements, fax, mais aussi ascenseurs et alarmes. Aujourd'hui, ces sites et services fonctionnent majoritairement sur les historiques réseaux cuivre, et 2G et 3G. Autant de canaux qui, selon le calendrier progressif fixé jusqu'à 2030, doivent fermer. Selon les cas, les services devront donc migrer soit vers les réseaux de fibre optique, soit vers les réseaux 4G et 5G d'ici là.

Lire aussi : [Financement des réseaux : les collectivités alertent sur un modèle économique trop fragile](#)

Or, en raison du caractère sensible de ces sites, la migration peut être longue et laborieuse, et doit être anticipée, pour de nombreuses raisons : le renouvellement des marchés publics, par exemple, pouvant s'étaler de 6 à 9 mois, sans oublier le besoin

d'identifier concrètement les offres nécessaires, mais aussi l'étendue des sites et la criticité de leur activité, leur nombre n'étant actuellement pas connu.

Pour organiser correctement cette transition, la ministre déléguée, chargée du Numérique et de l'Intelligence artificielle, Anne Le Hénanff, et la ministre chargée de l'aménagement du territoire, Françoise Gatel, ont donc conjointement chargé les préfets d'un plan d'action.

Anticiper la migration

“Pour garantir la continuité d'activité de l'administration”, les préfets sont ainsi invités à “mettre en place des réunions dédiées à la migration des sites et équipements de l'État, en réservant une attention particulière aux équipements critiques participant à garantir la sécurité des personnes et à faire fonctionner les principaux services publics.” Ces réunions, qui se tiendront sous la présidence des hauts fonctionnaires, pourront associer les responsables des administrations concernés, à savoir les rectorats, agences régionales de santé, agences de l'eau ou encore directions départementales interministérielles, police et services de secours.

L'objectif de ces réunions sera d'identifier clairement les sites et équipements concernés par la migration vers les nouvelles générations de réseaux, *“afin d'accompagner cette migration dans les meilleures conditions”*.

Lire aussi : [Le Réseau radio du futur du ministère de l'Intérieur enfin sur pied](#)

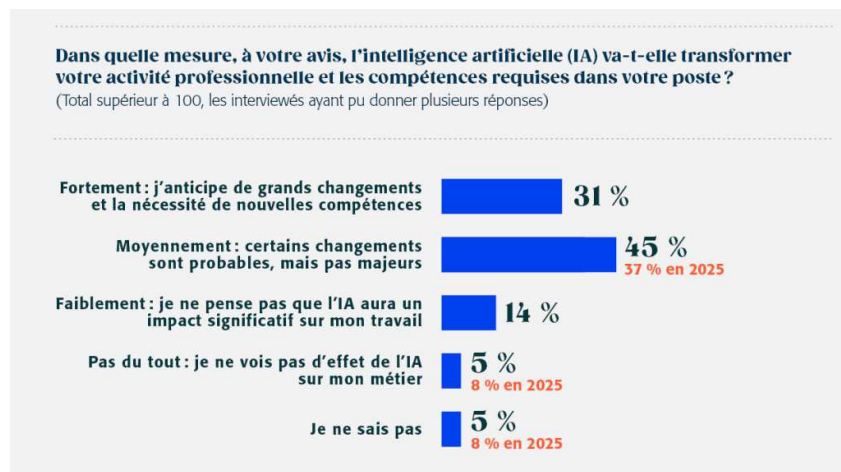
Les préfets auront également pour mission de mettre en place des échanges avec les présidents de département, les EPCI et principales communes des départements pour mettre au point un calendrier formel de fermeture au niveau local, ainsi que pour les encourager à recenser, chacun, leurs services publics locaux concernés par la migration. Enfin, le gouvernement a mis à leur disposition, mais aussi à celle des hauts fonctionnaires de défense et de sécurité et aux gestionnaires de sites sensibles, un [guide spécifique](#) à la migration des sites sensibles à destination des administrations publiques, synthétisant les démarches et les moyens d'identification des sites sensibles.

IA : les agents publics s'attendent au choc des compétences

julia plicot

~3 minutes

Dans le détail, 31 % s'attendent à de “grands changements” impliquant de nouvelles compétences à acquérir, tandis que 45 % anticipent des évolutions plus limitées — un score en nette hausse par rapport à 2025 (+ 8 points). Les contractuels (62 %) et les informaticiens (56 %) sont les plus nombreux à se projeter dans ces transformations.



Signe que l'IA se traduit déjà en usages concrets, l'étude met en lumière une montée rapide de l'acceptabilité. Deux tiers des agents (66 %, + 10 points en un an) se disent ainsi à l'aise avec l'idée d'utiliser un outil d'IA pour préparer leur entretien annuel avec leur responsable.



La tendance est encore plus marquée chez les encadrants : 70 % se disent prêts à s'appuyer sur l'IA afin de préparer les entretiens avec leurs agents (ils étaient 60 % en 2025). Autrement dit, l'IA apparaît de moins en moins comme une menace abstraite et de

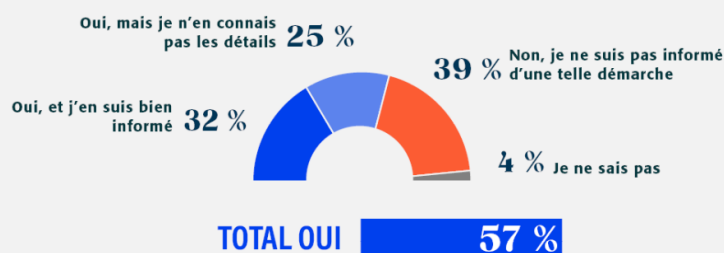
plus en plus comme un levier d'efficacité.

Vous sentiriez-vous à l'aise d'utiliser un outil basé sur l'intelligence artificielle pour vous aider à préparer les entretiens annuels avec les agents que vous encadrez ?

70 % **TOTAL OUI**
60 % en 2025

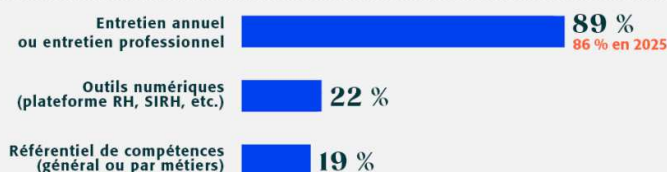
Si seuls un tiers des répondants considèrent que leur organisme valorise suffisamment le développement des compétences, l'enquête montre que 57 % d'entre eux déclarent avoir connaissance d'une démarche de gestion des compétences dans leur administration (dont 32 % se disent "bien informés"). Mais les écarts se creusent selon les catégories : sans surprise, les RH restent les mieux au fait (68 %), quand les agents de catégorie C sont les moins renseignés (44 %). Et, surtout, 66 % jugent que leur administration n'accorde pas assez d'importance au sujet. Un pourcentage stable par rapport à l'an dernier.

Avez-vous connaissance d'une démarche ou d'un dispositif mis en place par votre administration pour identifier, développer et suivre les compétences des agents ?



Concrètement, l'entretien annuel demeure l'outil quasi incontournable (89 %), loin devant les outils numériques (22 %) ou les référentiels de compétences (19 %).

Parmi les options suivantes, lesquelles sont utilisées dans votre administration pour évaluer ou suivre vos compétences ? (Total supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner plusieurs réponses)



Des barrières diverses

Cette inertie s'explique par des obstacles bien identifiés : le manque de temps (57 %, + 4 points en un an), le manque de moyens (44 %), le déficit de soutien hiérarchique (35 %) ou encore le manque d'information sur les opportunités de formation (29 %).

Quels sont, selon vous, les principaux freins à un meilleur développement de vos compétences au sein de votre administration ? (Total supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner plusieurs réponses)



Ces barrières, souvent interdépendantes, traduisent la perception d'un potentiel déficit de soutien dans le développement des compétences. Face à l'avenir, le sentiment de " non-changement " domine chez les agents : 36 % pensent que la gestion des compétences ne va pas vraiment changer. Notons tout de même que 34 % considèrent que la gestion du développement des compétences dans leur administration va s'améliorer dans les deux à trois prochaines années.

Cette enquête réalisée par l'Ifop a été menée par questionnaire auto-administré en ligne du 14 janvier au 9 février 2026 auprès d'un échantillon de 496 agents publics issu d'un fichier de contacts fourni par *Acteurs publics* (administrations centrales et services déconcentrés : 54 % ; collectivités territoriales : 17 % ; administration hospitalière : 4 % ; établissements publics : 19 % ; autres : 6 %).

“Avec autant de dispositifs de péréquation, les collectivités ne peuvent pas s’y retrouver”

Par Philippine Ramognino

9–11 minutes

Lors de l’audition de la présidente de la première chambre de la Cour des comptes à l’Assemblée nationale, le 24 février dernier, vous avez souhaité aborder l’efficience des transferts de l’État aux collectivités. Pourquoi ?

Tout simplement car lorsque la Cour des comptes se positionne, elle analyse les flux de l’État vers les collectivités. Son rôle est évidemment de poser la question de l’efficience, de vérifier si les objectifs sont atteints. C’est sa méthodologie. En tant que parlementaire de la commission des finances, j’aborde les choses sous un angle un peu différent. Nous avons l’expérience de la gestion locale, chacun à notre niveau. Le sujet est ainsi teinté d’une autre préoccupation, celle du politique, qui pose notamment la question du citoyen au milieu de tout ça. On distingue souvent les questions de décentralisation de celle des finances locales. Or, pour moi, il s’agit du même sujet. Nous avons le souci de la démocratie locale, de l’aménagement et de la cohésion des territoires. Les moyens que l’on attribue aux différentes strates de collectivités selon leur taille et leur nature sont intrinsèquement liés aux services publics qui en découlent, aux besoins d’équipement, et à un niveau d’action publique territoriale qui s’inscrit dans le cadre de l’unité nationale. C’est pour cela que nous n’avons pas tout à fait le même regard que la Cour des comptes.

Une commune de 40 habitants, une station touristique ou une grande ville ne font pas face aux mêmes enjeux.

Quel est votre regard sur cette efficience ?

Lorsque j’aborde le sujet de l’efficience, à mon modeste niveau parlementaire, j’ai d’emblée en tête une interrogation sur les inégalités : la fameuse fracture territoriale, mais aussi les inégalités entre collectivités. Quand on applique les règles générales, on a l’impression qu’il n’existe qu’une seule réalité. Or une commune de

40 habitants, une station touristique ou une grande ville ne font pas face aux mêmes enjeux. Il faut aussi prendre en compte les citoyens et leurs attentes légitimes. Pour évaluer cette efficience, je pars d'un principe : si l'on veut réduire les inégalités, il faut examiner les coûts, supposés ou constatés, des transferts financiers. Dans le cadre d'un [rapport rendu l'an dernier](#) avec Marina Ferrari [*députée démocrate, ndlr*], nous avons évalué l'efficience de chaque dispositif de péréquation connu. Nous en avons retenu 14. Cette évaluation portait sur la réduction des inégalités de potentiel financier par habitant, mesurée par le coefficient de Gini.

Lire aussi : [Le Comité des finances locales ménage les intercommunalités sur la répartition de la DGF](#)

Qu'avez-vous finalement constaté ?

Nous avons constaté que certains dispositifs sont efficaces, comme la part "cible" de la dotation de solidarité rurale. Le rapport est très intéressant : un point de coefficient de Gini des inégalités pour environ 37 millions d'euros de dépenses. En revanche, avec la part "bourg-centre" de cette même dotation de solidarité rurale, il faut presque 2 milliards d'euros pour atteindre le même résultat. Sur une même dotation, nous avons mis en évidence un écart considérable d'efficacité entre les outils. Certes, des questions de méthode peuvent nous être opposées, mais cela interroge tout de même la pertinence et la lisibilité de ces dispositifs. L'IGF travaille actuellement sur l'efficience en matière de ciblage et de pertinence des projets financés par les dotations d'investissement de l'État, et nous serons très attentifs à son rapport. Mais le gouvernement, lui, n'évalue que le simple taux de subventionnement des projets, ce qui est assez indépendant du caractère déclencheur de la subvention. Cela peut générer des effets d'aubaine, mais, de manière générale, le montant de la subvention n'entre pas nécessairement en compte dans la motivation initiale du projet. Il y a des interrogations sur ce point. Le travail que nous avons mené n'est pas définitif : j'essaie en ce moment de remettre l'ouvrage sur le métier, de sensibiliser ne serait-ce que l'Assemblée nationale pour que nous puissions retravailler cette question dans un droit de suite, et sensibiliser davantage le gouvernement. Je suis persuadé que c'est un énorme chantier.

Comment pourrait-il être mené ?

Il ne s'agit pas de tout bouleverser, mais de se fixer des objectifs atteignables et d'adopter pas à pas une nouvelle méthode. Car je sens bien que les questions d'acceptabilité sont très importantes. L'acceptabilité, d'une part, sur ce que signifie l'autonomie financière

des collectivités et sur ce que les acteurs politiques comprennent des enjeux qui y sont liés. La période présidentielle va permettre d'aborder le sujet, au moins à la marge. Deuxième idée que je voudrais porter : concernant l'efficacité de la réduction des inégalités entre collectivités, nous avons finalement une si faible visibilité et une telle complexité des dispositifs de péréquation que nous nous trouvons face à un débat qui n'existe pas. Regardez les associations d'élus : aujourd'hui, elles disent ne plus vouloir de péréquation, car cela masquerait ou "habillerait" la pénurie, la non-reconduction des enveloppes. On sent bien un rapport de force constant entre les élus locaux et le gouvernement, deux logiques qui s'affrontent, un dialogue de sourds. C'est ce qui me frappe, mais je ne sais pas comment en sortir. Quand on compte autant de dispositifs de péréquation avec autant de critères de répartition différents (une quinzaine environ), les collectivités ne peuvent pas s'y retrouver. Résultat : disposer d'une analyse objective de la situation me paraît très compliqué, alors que c'est un enjeu majeur.

Vous avez fait le lien avec votre rapport rendu l'an dernier sur la péréquation financière et les fractures territoriales. Quel paradoxe a-t-il mis en lumière ?

Le cas de la dotation de solidarité urbaine (DSU) précédemment mentionné est emblématique : certaines dotations sont censées cibler des territoires défavorisés, mais elles bénéficient en réalité à 98 % des communes. Donc, à la fin, cela revient à du saupoudrage. De ce point de vue les dispositifs ne sont pas efficaces, ou peut-être que les pouvoirs publics ont renoncé à leur objectif initial. Prenons également la dotation de solidarité rurale ou DSR : 97,8 % en bénéficient d'une manière ou d'une autre. La part de péréquation de la dotation de solidarité rurale, elle, bénéficie à 95 % des communes et correspond à un soutien relativement uniforme à l'ensemble des collectivités. Finalement, cela ressemble davantage à une dotation forfaitaire.

La question à se poser est la suivante : souhaite-t-on que les écarts continuent à se creuser ?

Faudrait-il alors réformer l'organisation et le financement de l'administration territoriale ?

J'y suis en tout cas favorable. Je l'ai d'ailleurs développé, à l'occasion d'un débat, le 11 février dernier à l'Assemblée nationale, en reprenant les conséquences de l'enchevêtrement des compétences – qui présentent un coût budgétaire évident –, le problème de la pertinence des financements croisés, l'absence de compensation évolutives, etc. Je pense que nous sommes arrivés au bout d'une logique et je ne vois sincèrement pas comment faire

l'impasse d'une réforme. C'est un travail titanesque, qui demande d'objectiver un certain nombre de choses. La méthode retenue par certains, je pense notamment aux rapports Ravignon et Woerth, a le mérite de se concentrer sur des points vraiment saillants. Mais le travail n'est pas terminé car, à mon sens, on ne peut pas occulter la question financière. Il faut partir de la possibilité d'offrir à tous les territoires la capacité de se développer, et non de la photographie existante. Il ne s'agit pas d'asphyxier les collectivités qui ont une réelle dynamique aujourd'hui, mais d'être objectif pour pouvoir catalyser certaines tendances. Mais ce n'est peut-être politiquement pas très correct.

Lire aussi : [Quand l'urgence climatique rebat les cartes du dialogue intercommunal](#)

C'est-à-dire ?

La question à se poser est la suivante : souhaite-t-on que les écarts continuent à se creuser ? Certes, arroser le désert demande au départ beaucoup d'eau pour peu de résultat, mais je pense qu'il nous faut une vision stratégique pour le développement des territoires, qui tienne compte de la réalité socio-économique et démographique. Évidemment, formuler cela risque de heurter des collectivités qui ont une véritable dynamique et qui sont des moteurs pour nos territoires. Car il ne faut surtout pas opposer ruralité profonde et métropolisation : le véritable enjeu consiste à trouver les moyens de coopérer. Les zones de force ont des responsabilités envers leur arrière-pays. On peut avoir le sentiment d'un phénomène d'absorption dû à une trop forte attractivité, mais la force de la métropolisation réside justement dans la capacité des métropoles à rendre aux territoires qui les entourent. La force d'une métropole reste d'être en capacité de rayonner et de permettre un développement plus large. C'est une dimension à intégrer : quand on est une métropole très dynamique, on a une responsabilité. Ce type de solidarités se construit sur la base de politiques publiques partagées.

Propos recueillis par Philippine Ramognino

Primo-nominations de femmes dans la haute fonction publique : de bons résultats sauf à Matignon et à Bercy

Par Paul Idczak

4-5 minutes

Le cru 2025 du dispositif dit des “nominations équilibrées” (DNE) est marqué par la stabilité. Comme en 2024, le taux de primo-nominations de femmes à des postes d’encadrement supérieur dans la fonction publique d’État sur l’année 2025 se porte à 43 %, selon [un nouveau baromètre](#) publié par la délégation interministérielle à l’encadrement supérieur de l’État (Diese), diffusé le 11 mars.

Lire aussi : [Les “primo-nominations” de femmes dans le top management des ministères repartent à la hausse](#)

Pour rappel, le DNE, créé en 2012 par la [loi Sauvadet](#), oblige les employeurs publics à respecter une proportion minimale de 40 % de femmes pour les primo-nominations dans les emplois de l’encadrement supérieur et dirigeant de la fonction publique. Un taux qui est désormais porté, depuis le début de l’année 2026, à 50 %, comme prévu par une autre [loi de juillet 2023](#). Lorsqu’ils ne respectent pas le minimum légal fixé par la loi, les employeurs publics doivent s’acquitter d’une sorte d’amende, qui prend la forme d’une contribution financière de 90 000 € par unité manquante par département ministériel.

Dans le détail des chiffres de l’année 2025, 389 femmes ont été nommées sur un total de 909 primo-nominations. La dynamique positive de nouveau enclenchée en 2024, qui avait fait suite à un léger retour en arrière en 2023 après cinq années de hausse des chiffres, ne s’infléchit donc pas. Après un élargissement significatif du nombre d’emplois concernés par le dispositif entre 2023 et 2024, portant désormais son total à 5839, la part des femmes sur cet ensemble de postes se situe, en 2025, à 38,6 %, soit 2227 cadres occupant un emploi supérieur à l’État.

Les ministères sociaux à la pointe

Plus précisément, sur les 11 départements ministériels concernés, 9 d'entre eux ont atteint, en 2025, le seuil des 40 % fixé par le DNE. Les meilleurs résultats sont à mettre à l'actif des ministères sociaux, où près d'une primo-nomination sur deux a concerné une femme (49 %), soit une hausse de six points vis-à-vis de 2024. Trois autres ministères ont, eux aussi, connu une augmentation de leur taux : l'Éducation nationale, passée de 43 à 45 % sur un total de 177 nominations, ainsi que l'Intérieur et l'Écologie, tous deux passés de 40 à 44 %, sur un ensemble de primo-nominations très disparate, s'y élevant respectivement à 294, pour le premier, et 39, pour le second.

Lire aussi : [Les “primo-nominations” de femmes dans le top management des ministères repartent à la hausse](#)

Dans d'autres cas, comme à la Justice, la forte augmentation du taux de femmes primo-nommées observée entre 2023 (36 %) et 2024 (60 %) a cette fois connu un contrecoup, avec une baisse de 16 points sur l'année 2025. Une baisse qui touche également les rangs de la Culture, où la proportion impressionnante de 67 % relevée en 2023 a, semble-t-il, fait figure de pic : après une première chute à 54 % en 2024, la proportion de primo-nominations féminines a de nouveau largement baissé l'an dernier, et atteint tout juste le seuil des 40 %.

Bercy en dessous du seuil à une unité près

Du côté des “mauvais” élèves, après un exercice 2024 où les services de Matignon étaient les seuls à ne pas avoir atteint les 40 %, à une unité près, ce sont cette fois deux ministères qui vont devoir régler une petite contribution financière. L'administration du Premier ministre est une nouvelle fois concernée : avec seulement 6 femmes primo-nommées sur 20 nominations, deux unités la séparent du seuil fixé par la loi Sauvadet. Et si Matignon peut expliquer sa relative difficulté à se mettre à niveau par son faible nombre d'emplois concernés pas le DNE, ce n'est pas le cas à Bercy, qui n'a pas non plus réussi à atteindre l'objectif en 2025.

Avec 50 nominations féminines sur un total de 128 cadres supérieurs primo-nommés, il n'aura manqué qu'une unité aux ministères financiers pour rester dans les clous. Un petit recul tout de même, puisqu'il s'agit de la première baisse des chiffres du DNE à Bercy depuis 2018. À l'époque, la part de femmes primo-nommées au sein du “paquebot” ne s'élevait qu'à 27 %, avant de croître de manière constante jusqu'à atteindre 44 %, en 2024.

Chez INTÉRIALE, la prévention n'est pas une option

Acteurs publics

1-2 minutes

Pour mieux comprendre la santé, le bien-être et les habitudes de vie des agents du ministère de l'Intérieur, du ministère de la Justice et de la fonction publique territoriale, consultez le rapport d'analyse d'INTÉRIALE, "Baromètre santé et prévention, évolution sur dix ans", réalisé par le Professeur François Alla et publié en décembre 2025.

Ce document, véritable outil stratégique, aide à orienter plus efficacement les politiques de prévention et les dispositifs d'accompagnement, dans une vision globale de la santé.

Selon les données scientifiques internationales, environ 70 % de notre santé dépend de nos comportements et de nos conditions de vie. La prévention est ainsi le moteur de notre santé à tous, et permet de maintenir notre capacité à travailler et vivre plus longtemps en bonne santé !

[Téléchargez le rapport](#)